



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE DE CONCEPTION REALISATION PROCEDURE AVEC NEGOCIATION

CAMPUS SAINT-LO (50) REHABILITATION DU BATIMENT IUT ET CREATION DE DEUX EXTENSIONS (bâtiment scientifique et bibliothèque)

N°2026950MATX006

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	6
1.1 – Contexte de l’opération	6
1.2 - Description technique	6
2 - Dispositions générales du contrat	6
2.1 - Décomposition du contrat	7
2.1.1 Allotissement	7
2.1.2 Décomposition	7
2.1.3 Clause résolutoire	7
2.2 – Intervenants	8
2.2.1 Assistant à maîtrise d’ouvrage	8
2.2.2 Ordonnancement, pilotage et coordination.....	8
2.2.3 Contrôle Technique	8
2.2.4 Coordination Sécurité et Protection de la Santé.....	9
2.3 – Organisation du titulaire.....	9
2.3.1 Obligations générales	9
2.3.2 Obligation d’information et de conseil	10
2.3.3 Représentants du titulaire	10
2.3.4 Défaillance du mandataire solidaire du groupement	12
2.3.5 Plateforme documentaire collaborative	13
2.4 - Engagement envers les Petites et Moyennes Entreprises ou les artisans.....	13
2.4.1 Parts des prestations confiées.....	13
2.4.2 Modalités de contrôle par le Maître d’ouvrage du respect des engagements du Titulaire	14
2.4.3 Conséquences du non-respect de l’engagement de recours aux Petites et Moyennes Entreprises ou aux artisans	14
2.5 – Ordres de services	14
2.6 – Interventions de travailleurs détachés.....	15
2.7 – Prestations supplémentaires ou modificatives.....	16
2.7.1 Système de fiches modificatives	16
2.7.2 Modifications résultant d’une demande du maître d’ouvrage	16
2.7.3 Modifications résultant d’une proposition du titulaire	16
2.8 – Sous-traitance	17
2.9 – Clause environnementale	17
2.10 – Accès au site et règles de circulation	17
2.11 - Forme des notifications et informations.....	18
3 - Pièces contractuelles	18
4 – Participation aux réunions	19
5 - Confidentialité et propriété industrielle et commerciale	20
5.1 – Confidentialité.....	20
5.2 – Résultats des études.....	20

5.2.1 Droits du Maître d'Ouvrage	20
5.2.2 Droits du Titulaire	20
5.3 – Brevets, Licences, Dessins et Modèles, Marques de fabrique ou de commerce	20
5.4 – Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire	20
6 - Durée et délais d'exécution	21
6.1 – Durée du marché.....	21
6.2 - Délai d'exécution	21
6.3 - Prolongation des délais d'exécution	21
7 - Prix	22
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	22
7.2 – Certificats d'économie d'énergie (CEE).....	25
7.3 – Répartition des paiements	25
7.4 - Révision des prix.	25
7.5 - Travaux supplémentaires et travaux supprimés.....	26
7.6 - Prestations et travaux à l'initiative du Maître d'Ouvrage	26
7.7 - Prestations et travaux à l'initiative du titulaire	27
8 - Garanties financières	27
9 - Avance : conditions de versement et de remboursement.....	28
10 - Modalités de règlement des comptes.....	28
10.1 - Décomptes et acomptes	29
10.2 - Présentation des demandes de paiement.	29
10.3 – Paiement du solde.....	30
10.4 - Paiement des cotraitants.	31
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	31
11 - Description des prestations de conception	32
11.1 Début des prestations de conception	32
11.2 Fourniture des études	32
11.3 Autorisations administratives	32
11.4 Consistance des documents remis par le Titulaire	33
11.5 Déroulement général, circulation de documents et validation	33
11.6 Constitution du cahier des écarts.....	34
11.7 Ajournement des études d'exécution	35
11.8 Admission des études d'exécution avec réfaction.....	35
11.9 Rejet des études d'exécution	36
12 - Description des travaux.....	36
12.1 Début et fin des travaux	36
12.2 Travaux préalables	36
12.3 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	37
12.4 Connaissance du projet, des lieux et des avoisinants	38
12.5 Provenance des équipements matériaux et produits	40

12.6 Protection des ouvrages et matériels existants.....	40
13 – Conditions d’exécution des travaux	40
13.1 Dispositions générales.....	40
13.2 Installations de chantier	41
13.3 Horaires de travail.....	41
13.4 Plan de prévention et PPSPS.....	41
13.5 Signalisation du chantier	41
13.6 Panneaux de chantier et de communication	42
13.7 Nuisances liées au chantier	42
13.8 Intervention en site occupé	43
13.9 Prototypes et échantillons.....	44
13.10 Tri, évacuation des déchets et réemploi	44
13.11 Protection des équipements et implantation des ouvrages.....	45
13.12 Nettoyage et entretien des voies publiques.....	45
13.13 Nettoyage du chantier	46
13.14 Garde de l’ouvrage.....	47
13.15 Remise en état du site en fin de travaux.....	47
13.16 Vices de construction.....	47
14 - Documents fournis après exécution.....	47
15 - Essais et contrôles en cours de travaux	48
15.1 Contrôle par le titulaire	48
15.2 Contrôle par les intervenants extérieurs	48
16 - Réception des travaux	49
17 - Garanties	50
17.1 Généralités.....	50
17.2 Point de départ et prolongations.....	50
17.3 Garantie décennale et garantie biennale	50
17.4 Garantie de parfait achèvement.....	51
18 - Pénalités.....	51
18.1 - Pénalités de retard	52
18.2 - Pénalité pour travail dissimulé	53
18.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.....	53
19 - Exécution du marché - Résiliation du marché – Interruption des travaux	54
19.1 Modification du marché	54
19.1.1 Clause de réexamen	54
19.1.2 Modification du caractère technique en cours d’exécution.....	55
19.2 Force majeure et imprévision.....	56
19.3 Modes alternatifs de règlement des litiges.....	56
19.4 Mesures coercitives	56
19.5 Résiliation pour motif d’intérêt général.....	56

19.6 Résiliation pour faute du titulaire	57
19.7 - Opérations de liquidation	58
19.8 - Décompte de liquidation.....	59
20 - Circulation des pièces administratives	59
21 – Assurances	59
21.1 ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE PENDANT LA PHASE DE CONCEPTION REALISATION.....	59
21.1.1 Responsabilité civile professionnelle.....	60
21.1.2 Responsabilité civile décennale.....	61
21.2 ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE.....	62
21.2.1 Assurance Tous Risques Chantier	62
21.2.2 Assurance "Dommages-ouvrage"	63
22 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	63
23 - Règlement des litiges et langues.....	64
24 – Dérogations.....	64

1 - Objet du contrat

1.1 – Contexte de l'opération

L'Université de Caen Normandie conduit pour le campus Saint-Lô une opération globale visant à :

- la réhabilitation fonctionnelle et énergétique du bâtiment existant de l'IUT Grand Ouest Normandie (GON) pour y intégrer l'INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education) qui occupe actuellement un autre site sur la commune de Saint-Lô ;
- la création d'une bibliothèque universitaire et d'un espace de vie étudiante – tiers-lieu en extension, cœur de la vie de campus ;
- la construction en extension d'un pôle de recherche dédié au LUSAC (Laboratoire universitaire des sciences appliquées de Cherbourg) : laboratoires nouveaux et sécurisés, notamment pour les projets hydrogène, batteries/supercondensateurs, efficacité énergétique, et bureaux pour doctorants),

1.2 - Description technique

La description de l'ouvrage et de ses composantes techniques, sont précisées dans le programme.

Le titulaire doit toutes les prestations prévues au marché, ainsi que toutes les prestations nécessaires pour réaliser un ouvrage complet, adapté à son usage, respectant les éléments du programme et fonctionnant de manière satisfaisante. Il doit également toutes les prestations de sécurisation de site lors des différentes phases de chantier.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui des pièces contractuelles (dont le programme), ce sont celles des pièces contractuelles (dont le programme) qui priment, sauf acceptation formelle de l'écart par le maître d'ouvrage, validée par fiche modificative en application du CCAP.

2 - Dispositions générales du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la conception réalisation des travaux de réhabilitation et extension de l'IUT de SAINT-LO (50) afin de construire un nouveau laboratoire de recherche, une nouvelle bibliothèque universitaire, des locaux de vie étudiante, regrouper l'INSPE et rénover les locaux de l'IUT.

La mission sera pilotée par :

Université de Caen Normandie - Direction du Patrimoine et de la Logistique
Esplanade de la Paix CS 14032 CAEN CEDEX 5

L'opération concerne le site :

Université de Caen Normandie - Site de St Lô
120 Rue de l'Exode, 50000 SAINT-LÔ

Le marché de conception-réalisation est un marché de travaux permettant à l'acheteur de confier à un opérateur économique une mission portant à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux.

La description de l'ouvrage et de ses composantes techniques, sont précisées dans le programme.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de travaux est de 6 435 000 € HT décomposé comme suit :

- Création extension Bâtiment Recherche : 2 272 278 € HT
- Création extension Bâtiment Bibliothèque : 1 614 362 € HT
- Réhabilitation du bâtiment existant de l'IUT : 2 548 360 € HT

2.1 - Décomposition du contrat

2.1.1 Allotissement

Sans objet

Un marché de conception réalisation est un marché global passé par dérogation au principe de l'allotissement, conformément à l'article L2171-1 du Code de la Commande Publique.

Les principaux codes CPV sont :

- 45214000-0 : Travaux de construction d'établissements d'enseignement et de centres de recherche
- 45454000 : Travaux de restructuration
- 71200000-0 : Services d'architecture
- 71240000-2 : Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
- 71300000-1 : Services d'ingénierie

2.1.2 Décomposition

Le marché ne comporte pas de tranches.

Sur la base de l'APS+ validé par le maître d'Ouvrage, l'exécution du Marché comprend les prestations suivantes :

- APS Consolidé : Mise à jour de l'Avant - Projet sommaire pour prise en compte remarques lors des négociations ;
- APD – Avant - Projet Définitif ;
- Dossier Permis de Construire - PC ;
- Dossier Projet – PRO.
- Etudes d'exécution et cellule de synthèse - EXE ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination - OPC
- Visa d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux – VISA + DET ;
- Travaux de réalisation des ouvrages et équipements ;
- Assistance à la réception des travaux y compris remise des DOE – AOR ;
- Période de garanties.

2.1.3 Clause résolutoire

Le présent contrat est consenti sous réserve de la condition résolutoire suivante, stipulée uniquement en faveur du Maître d'Ouvrage : Obtention du financement (subventions).

A défaut de réalisation de la condition résolutoire dans un délai d'un an à compter de la date de signature du contrat, excepté si le Maître d'Ouvrage y a renoncé, le présent contrat est considéré comme n'ayant jamais existé. Seules les prestations exécutées donneront lieu à rémunération.

2.2 – Intervenants

2.2.1 Assistant à maîtrise d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur s'est adjoint les compétences d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage («AMO») qui accompagne le maître d'ouvrage dans l'assistance à la désignation du concepteur/constructeur et au suivi des études de conception jusqu'à l'obtention des autorisations administratives de construction.

L'AMO retenu est le groupement composé de :

- ASCOREAL, La Petite Serre, 23 rue Gambetta 44000 Nantes
- OTCE Ile-de-France – 7, Rue de la Paix 75002 Paris

2.2.2 Ordonnancement, pilotage et coordination

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination, tels que définis par l'article R. 2431-17 du Code de la Commande Publique seront assurés par le Titulaire du Marché.

2.2.3 Contrôle Technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique au sens des articles L.125-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

La désignation du contrôleur technique est prévue au mois de mars 2026.

L'ensemble des documents de conception et l'ensemble des documents d'exécution établis par le Titulaire seront transmis pour examen et établissement des formulations, avis et rapports au contrôleur technique désigné à conformément à la réglementation en vigueur (décret n°99-443 du 28 mai 1999).

Le Titulaire tiendra compte des observations du contrôleur technique sur ses études de conception et d'exécution ainsi que sur les travaux.

Le contrôleur technique établira un rapport final de contrôle avant la réception de l'ouvrage et examinera les travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Si le Titulaire n'est pas d'accord avec ces observations il lui appartiendra d'apporter la preuve technique du bien-fondé de sa position.

En aucun cas, les incidences financières des observations du contrôleur technique ne pourront donner lieu à un supplément au marché ou à une extension des délais contractuels du Titulaire.

Le Titulaire ne pourra se soustraire à aucune des demandes de vérification ou de transmission de document qui pourrait lui être demandée par le contrôleur technique pour lui permettre d'exercer sa mission.

2.2.4 Coordination Sécurité et Protection de la Santé

La mission de coordination, sécurité et protection de la santé est une mission de niveau 1.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. L'attribution de la mission de CSPS est prévue au mois de mars 2026.

2.3 – Organisation du titulaire

2.3.1 Obligations générales

Il est expressément stipulé que la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes nommément désignées pour en assurer la conduite en raison de leur expérience et de leur connaissance du projet : représentant du Titulaire et personne en charge de la sécurité définis au présent CCAP.

A ce titre, en cas de défaillance ou de remplacement de ces interlocuteurs, obligation est faite au Titulaire de proposer un remplaçant possédant des compétences et expérience équivalentes. Il communiquera le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de la défaillance précitée. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux semaines pour accepter ou refuser le candidat proposé.

D'une manière générale, le Titulaire doit fournir l'ensemble des études, prestations, matériels, travaux et moyens nécessaires à la réalisation des ouvrages. En outre, en cas de groupement, le mandataire en sa qualité de représentant de l'ensemble des entrepreneurs membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage et des autres intervenants :

- Assure la transmission de toutes les informations et documents produits au titre du présent marché ;
- Veille à la cohérence de l'ensemble des documents fournis par les entrepreneurs membres du groupement.
- Il appartient au Titulaire, professionnel averti, choisi entre autres critères pour son expérience et ses capacités professionnelles et techniques :
 - De signaler au Maître d'Ouvrage toute erreur, omission ou contradiction manifeste dans les pièces qui lui sont transmises ainsi que les contradictions ou discordances éventuelles entre ces pièces ;
 - D'attirer l'attention de Maître d'Ouvrage sur l'éventuelle inadéquation de certains principes ou dispositions générales proposés, du fait de la nature ou de la destination des ouvrages et/ou installations à réaliser ;
 - De lui demander tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et en toute responsabilité, procéder à ses propres études d'exécution, puis à la réalisation des ouvrages et/ou installations prévus au titre du présent marché ;
 - D'informer le Maître d'Ouvrage de tous les problèmes qu'il rencontre dans l'exploitation de l'installation lors de la mise en service industriel. Il doit, en tout état de cause, signaler au Maître d'Ouvrage les incidents survenus ainsi que les incidents susceptibles d'affecter la

sécurité des personnes et de biens, et de lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

Il est précisé que les approbations qui peuvent être données par le Maître d'Ouvrage ou son représentant sur le respect, par le Titulaire, des principes conceptuels et dispositions générales fixés par lui, ne constituent en rien un contrôle de la validité des calculs, études d'exécution, et détails de réalisation, qui restent de la responsabilité exclusive du Titulaire.

Pour l'exécution de ces prestations, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des contraintes et dispositions figurant dans le marché et celles résultant de la réglementation en vigueur, et à prendre toute disposition pour que le planning d'exécution du projet soit respecté.

Il doit prendre en compte les remarques et suggestions formulées par Maître d'Ouvrage, le coordonnateur SPS et le contrôleur technique pour garantir la conformité de l'exécution aux stipulations du contrat, aux règles de l'art ou encore aux règlements administratifs.

En cas de malfaçon manifeste, le Maître d'Ouvrage pourra exiger du Titulaire l'arrêt des travaux incriminés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les conditions de leur reprise.

Le Titulaire ne peut en aucun cas invoquer la défaillance d'un sous-traitant ou fournisseur pour s'exonérer de l'une ou quelconques des obligations qui lui incombent.

2.3.2 Obligation d'information et de conseil

En sa qualité de concepteur, le Titulaire informera le Maître d'Ouvrage de toutes évolutions juridiques et réglementaires en lien avec le Marché et dont il a connaissance.

Il proposera au Maître d'Ouvrage des adaptations du projet à ces évolutions. Ces propositions comprendront un détail des ajustements techniques et financiers qui sera soumis au Maître d'Ouvrage et élaboré à partir du DPGF du présent marché.

Le Titulaire donnera au Maître d'Ouvrage la possibilité de bénéficier des avantages de tout perfectionnement qu'il juge utile et notamment de tout dispositif nouveau qu'il a éventuellement mis au point ou dont il a eu connaissance pendant l'exécution du Marché.

2.3.3 Représentants du titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire doit désigner nominativement, parmi ses personnels (personnes physiques) appelés à prendre part à l'exécution des prestations, un représentant.

Chacune des entreprises, membres du groupement d'entreprises, doit désigner son propre représentant. Ces représentants jouiront d'une délégation de la part des entreprises qu'ils représentent. A ce titre, ils engagent le Titulaire dans toutes ses décisions. Ces représentants devront être présents sur le site, à toutes les réunions de chantier organisées par le maître d'ouvrage, son AMO ou le Titulaire, jusqu'à la réception et pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

Le représentant du mandataire devra être présent à toutes les réunions organisées par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

La présence d'un seul représentant pour l'ensemble du groupement d'entreprises peut être autorisée par le maître d'ouvrage, selon les cas.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Dès la notification du marché, le Titulaire doit **nommer également une personne physique responsable de la sécurité** pendant toute la durée de l'opération. Cette fonction peut être attribuée à un représentant du Titulaire.

Cette personne est chargée de faire appliquer sur le site, au personnel du Titulaire qui l'a désignée et à l'ensemble des sous-traitants dudit entrepreneur, toutes les mesures réglementaires liées à la sécurité.

Elle doit avoir autorité sur l'ensemble des intervenants du Titulaire y compris sur ses sous-traitants et ses co-traitants.

Elle sera **l'interlocuteur du coordonnateur SPS**.

Elle doit également avoir la capacité de s'assurer que les consignes de sécurité soient bien comprises de l'ensemble des intervenants. Elle devra pouvoir expliquer aux ouvriers ne maîtrisant pas suffisamment la langue française leurs droits sociaux et les consignes de sécurité. Si celle-ci n'est pas en mesure de traduire les consignes de sécurité, la présence d'un interprète ou d'un salarié pouvant traduire les consignes est imposée sur le chantier et plus particulièrement lors des réunions avec le CSPS.

L'identité et les coordonnées de cette personne, et de l'interprète ou du salarié pouvant traduire les consignes doivent être transmises par le Titulaire à l'acheteur et au coordonnateur Sécurité dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

En cas de défaillance ou d'indisponibilité d'un représentant du Titulaire, du délégué de celui-ci ou encore de la personne responsable de la sécurité, le Titulaire doit désigner sans délai leur remplaçant et transmettre son identité et ses coordonnées aux intervenants précités dans un délai de huit jours à compter de la défaillance précitée.

En outre, **le mandataire**, en sa qualité de représentant de l'ensemble des entrepreneurs membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage et des autres intervenants :

- Assure la transmission de toutes les informations et documents produits au titre du présent marché ;
- Veille à la cohérence de l'ensemble des documents fournis par les entrepreneurs membres du groupement.

Il lui appartient :

- De signaler au Maître d'Ouvrage toute erreur, omission ou contradiction manifeste dans les pièces qui lui sont transmises ainsi que les contradictions ou discordances éventuelles entre ces pièces ;
- D'attirer l'attention de Maître d'Ouvrage sur l'éventuelle inadéquation de certains principes ou dispositions générales proposés, du fait de la nature ou de la destination des ouvrages et/ou installations à réaliser ;

- De lui demander tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et en toute responsabilité, procéder à ses propres études d'exécution, puis à la réalisation des ouvrages et/ou installations prévus au titre du présent marché ;
- D'informer le Maître d'Ouvrage de tous les problèmes qu'il rencontre dans l'exploitation de l'installation lors de la mise en service industriel. Il doit, en tout état de cause, signaler au Maître d'Ouvrage les incidents survenus ainsi que les incidents susceptibles d'affecter la sécurité des personnes et de biens, et de lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

Il est précisé que les approbations qui peuvent être données par le Maître d'Ouvrage ou son représentant sur le respect, par le Titulaire, des principes conceptuels et dispositions générales fixés par lui, ne constituent en rien un contrôle de la validité des calculs, études d'exécution, et détails de réalisation, qui restent de la responsabilité exclusive du Titulaire.

Pour l'exécution de ces prestations, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des contraintes et dispositions figurant dans le marché et celles résultant de la réglementation en vigueur, et à prendre toute disposition pour que le planning d'exécution du projet soit respecté.

Il doit prendre en compte les remarques et suggestions formulées par Maître d'Ouvrage, le coordonnateur SPS et le contrôleur technique pour garantir la conformité de l'exécution aux stipulations du contrat, aux règles de l'art ou encore aux règlements administratifs.

En cas de malfaçon manifeste, le Maître d'Ouvrage pourra exiger du Titulaire l'arrêt des travaux incriminés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les conditions de leur reprise.

Le Titulaire ne peut en aucun cas invoquer la défaillance d'un sous-traitant ou fournisseur pour s'exonérer de l'une ou quelconques des obligations qui lui incombent.

En sa qualité de concepteur, le Titulaire informera le Maître d'Ouvrage de toutes évolutions juridiques et réglementaires en lien avec le Marché et dont il a connaissance.

Il proposera au Maître d'Ouvrage des adaptations du projet à ces évolutions. Ces propositions comprendront un détail des ajustements techniques et financiers qui sera soumis au Maître d'Ouvrage et élaboré à partir du DPGF du présent marché.

Le Titulaire donnera au Maître d'Ouvrage la possibilité de bénéficier des avantages de tout perfectionnement qu'il juge utile et notamment de tout dispositif nouveau qu'il a éventuellement mis au point ou dont il a eu connaissance pendant l'exécution du Marché.

2.3.4 Défaillance du mandataire solidaire du groupement

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG Travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- De prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché
- De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

2.3.5 Plateforme documentaire collaborative

Dans le cadre du projet, le titulaire devra assurer la gestion du projet tant en conception qu'en réalisation sur une plateforme collaborative de gestion de projet immobilier de type VISIOBAT ou équivalent. Celle-ci permettra le suivi documentaire et financier de l'opération.

La plateforme proposée doit répondre aux éléments décrits dans le cahier des charges BIM annexé, notamment au niveau de l'hébergement des données dans la CEE.

Cette plateforme, outre la gestion documentaire et la gestion du suivi de l'opération en phase conception et réalisation, sera également et impérativement la plateforme de gestion financière de toutes les dépenses du marché de conception-réalisation, pour les honoraires et les travaux.

Cette plateforme collaborative doit permettre de suivre l'avancée du projet en fonction des différentes phases (APS consolidé, APD/PRO/EXE etc) pour l'ensemble des contrats (pièces écrites, pièces graphiques, maquette numérique, autorisations administratives, compte-rendu, rapports divers (CT CSPS CSSI etc), d'historiser les étapes et d'aboutir à la production du DOE NUMERIQUE. Une attention particulière sera donnée à la fonctionnalité de suivi des versions de chaque document déposé

La gestion documentaire doit permettre de retrouver sur un unique support partagé, l'ensemble des pièces de suivi du projet jusqu'à la levée des non-conformité éventuelles.

La gestion du suivi des opérations préalables à la réception, de opérations de réception, de la levée des réserves de réception et de parfait achèvement sera également assurée sur cette plateforme.

La gestion du suivi financier (marchés, ordres de service, avenants, avancement, révision, actualisation, production des situations) sera effectuée via cette plateforme ; il en découle la mise en place des visas des différents acteurs du projet

2.4 - Engagement envers les Petites et Moyennes Entreprises ou les artisans

Conformément aux dispositions de l'article R.2171-23 du Code de la Commande Publique, si le titulaire du marché de conception réalisation n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8 du CCP, est à minima de **20 %** du montant prévisionnel du Marché.

Les PME sont définies par l'article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Les artisans sont, quant à eux, définis par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et l'annexe du décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers. Cette définition est précisée par la jurisprudence (cf. Cass. Com. 18 févr. 1980, n° 78-15.102).

2.4.1 Parts des prestations confiées

La part du marché que le Titulaire s'engage à confier à des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et à des artisans, est définie à l'Acte d'engagement et, conformément à l'article R2171-23 du Code de la Commande Publique, ne peut être inférieur à 20%.

2.4.2 Modalités de contrôle par le Maître d'ouvrage du respect des engagements du Titulaire

Le Titulaire s'engage à transmettre au maître d'ouvrage les informations suivantes :

- le nom et le siège social des Petites et Moyennes Entreprises et artisans auxquels il a fait appel pour l'exécution des prestations du présent marché ;
- la nature des prestations qui leur ont été confiées et le montant ;
- le pourcentage de travaux exécutés par les Petites et Moyennes Entreprises et les artisans sur le montant des travaux exécutés dans l'année, en montant de prestations ;
- les justificatifs de paiement des prestations exécutées par les Petites et Moyennes Entreprises et les artisans ;
- la différence entre le montant des prestations au titre des études et travaux qu'il aurait dû confier à des Petites et Moyennes Entreprises et des artisans et le montant des mêmes prestations qu'il leur a effectivement confiées, sur la base des justificatifs de paiement ou des commandes passées ;

Le contrôle définitif du respect par le Titulaire des engagements qu'il a souscrits au titre du présent Article s'effectue au plus tard lors de l'établissement du dernier décompte par le titulaire.

Le contrôle du respect de cet engagement s'effectue en comparant la valeur cumulée des prestations de conception, réalisation et maintenance confiées à des Petites et Moyennes Entreprises ou à des artisans à la date effective d'acceptation des travaux par rapport aux engagements souscrits par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

2.4.3 Conséquences du non-respect de l'engagement de recours aux Petites et Moyennes Entreprises ou aux artisans

En cas de non-respect de ses engagements en matière de recours à des Petites et Moyennes Entreprises ou à des artisans, tels que définis au présent CCAP et à l'acte d'engagement le Titulaire se verra appliquer, de plein droit, une pénalité définie à l'Article 18.

2.5 – Ordres de services

Les ordres de service sont écrits numérotés et datés. Ils sont notifiés par le Maître d'ouvrage. Les ordres de services transmis en pièce jointe dans le cas d'envoi par voie électronique, seront signés de façon manuscrite et numérisés ou scannés par l'ensemble des signataires. Le titulaire en accuse réception datée.

Le Titulaire transmet ces ordres de service à ses cotraitants éventuels et coordonne leur prise en compte.

Lorsqu'il estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Maître d'Ouvrage ou son représentant dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception.

2.6 – Interventions de travailleurs détachés

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés sur le chantier. Il devra respecter l'ensemble des dispositions du Code du travail et notamment :

- Le titulaire est tenu de faire porter la carte BTP en permanence sur le chantier par ses salariés et intérimaires et de répercuter cette obligation à ses sous-traitants ;
- Le maître d'Ouvrage ou se représentant ayant autorité sur le chantier peut procéder à tout moment à la vérification du port de ces cartes par les ouvriers. S'il constate un manquement, il en informe le titulaire dans un délai de 24 h, puis l'inspecteur du travail si le titulaire ne régularise pas cette situation. Le maître d'Ouvrage peut alors suspendre l'exécution des travaux, voire résilier le marché aux torts du titulaire à défaut de régularisation dans les huit jours.
- Le titulaire qui détache des salariés doit fournir au Maître d'Ouvrage, avant tout commencement du détachement, les copies de la déclaration de détachement et de la désignation du représentant du titulaire sur le territoire national, conformément à l'article R. 1263-12 du Code du travail ;
- Le titulaire doit tenir ces documents à la disposition des agents de contrôle.
- Le titulaire qui a recours à une entreprise sous-traitante ou d'intérim qui détache des salariés a les mêmes obligations de vérification que le maître d'ouvrage.
- Le titulaire doit fournir les documents permettant de vérifier qu'il a bien effectué ses obligations déclaratives (art. L. 8222-1 du Code du travail), à la signature du marché et tous les six mois, un extrait KBis et une attestation de vigilance Urssaf (ou tout documents équivalents définis aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5);
- Le titulaire doit imposer aux sous-traitants établis à l'étranger qui détachent des salariés, avant le début de tout détachement, une copie de la déclaration de détachement et la communiquer au Maître d'Ouvrage ;
- Le titulaire doit fournir au Maître d'Ouvrage les informations devant être affichées, sur la porte du vestiaire du chantier, traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance desdits salariés détachés.
- Le titulaire du marché et/ou ses sous-traitants communiquent au maître d'Ouvrage les copies de déclaration de détachement, la copie de désignation d'un représentant, ainsi que les éléments permettant d'établir un accident du travail ou d'établir une déclaration subsidiaire de détachement par voie électronique dans les conditions définies au CCAP.
- Le titulaire s'assurera du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et de conditions d'hébergement de ces derniers.

2.7 – Prestations supplémentaires ou modificatives

2.7.1 Système de fiches modificatives

Un système de fiches modificatives complète les dispositions de l'article 14 du CCAG-Travaux. Ces fiches modificatives sont initiées par le titulaire ou par le maître d'ouvrage, selon l'origine de la proposition.

Une fiche modificative comporte les rubriques suivantes :

- Nature de la modification et fait générateur ;
- Incidence financière ;
- Incidence éventuelle sur le calendrier de l'opération.

Il est précisé ici que les seuls coûts qui peuvent s'appliquer dans les fiches modificatives en dehors des coûts travaux sont les suivants :

- Les honoraires de conception, sur justification, qui seront argumentée du détail des heures nécessaires aux études et limités au maximum à 5% du montant des travaux de la fiche modificative

2.7.2 Modifications résultant d'une demande du maître d'ouvrage

Sauf accord explicite du maître d'ouvrage pour un délai de réponse différent, le titulaire adresse au maître d'ouvrage et à son représentant une proposition de prix, dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de la réception de la demande de modification formalisée par une fiche modificative émise par le maître d'ouvrage ou son représentant exclusivement de la DPL. Cette proposition de prix est nécessairement accompagnée de tous les éléments justificatifs (plans, notice technique explicative, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ...), ainsi que, le cas échéant, l'incidence sur le délai global du marché.

La proposition de prix du titulaire doit également être assortie des décompositions ou sous-détails correspondant, pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

A défaut de réponse dans ce délai de quatorze (14) jours calendaires (ou dans le délai différent explicitement accordé par le maître d'ouvrage), il sera fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

2.7.3 Modifications résultant d'une proposition du titulaire

A l'initiative du titulaire, toute proposition de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles est adressée au maître d'ouvrage accompagnée :

- d'une notice explicative des motifs qui conduisent à cette proposition ;
- de l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins-value) de cette modification ;
- d'une note présentant l'impact éventuel de ce choix sur les délais.

A réception, le maître d'ouvrage analysera les conséquences de cette proposition et sa conformité au marché.

2.8 – Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté explicitement et ait agréé les conditions de paiement du contrat de sous-traitance et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail. En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG travaux.

2.9 – Clause environnementale

Le pouvoir adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application des articles L2112-4 et R2111.10 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire devra utiliser des méthodes permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement notamment la gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Il devra également réaliser des prestations correspondant à des objectifs de développement durable et de diminution des rejets de CO₂, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

En vertu de l'article 20.1.2 du CCAG travaux, des clauses environnementales vérifiables doivent être précisées dans le CCP du marché. Ainsi, le titulaire devra prêter une attention particulière à la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique. En outre, il devra agir en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage. Enfin, le titulaire devra sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

2.10 – Accès au site et règles de circulation

Le titulaire doit à chaque visite sur le site porter un badge d'autorisation d'accès, fourni par la DPL.

Le badge <<visiteur DPL>> est remis au titulaire qui s'engage à le porter pendant toute la durée de la visite sur le site et à le remettre au personnel de l'université.

Toutes les personnes travaillant sur le site doivent être identifiables avec un logo ou par badge de l'entreprise sur un vêtement de travail.

Une autorisation d'accès permanente au campus pour les véhicules (durant la période des travaux) peut être délivrée par la DPL (badge d'accès) sous conditions d'obtentions.

Une demande écrite est faite à la DPL.

Circulation et stationnement sur le Campus (extrait du règlement intérieur de l'université de CAEN Article 33)

Les dispositions du Code de la route s'appliquent sur l'ensemble des voies de circulation et aires de stationnement de tous les campus de l'université. La vitesse des véhicules automobiles est limitée à 30km/h. Les membres de la communauté universitaire sont tenus de respecter la signalisation relative à la circulation et au stationnement. Il est notamment strictement interdit de stationner sur les voies d'accès des services de secours. Les contrevenants s'exposent à l'enlèvement de leurs véhicules.

2.11 - Forme des notifications et informations

Pour les notifications au titulaire de décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur prévoit la forme suivante : par voie électronique à une adresse électronique sécurisée et valide, identifiée dans l'acte d'engagement.

Il appartient au Titulaire de veiller au bon fonctionnement du dispositif de réception des courriels et d'en assurer la relève régulière. En cas de désaccord sur le caractère certain des dates et heures de ces notifications / communications, il appartiendra à celui qui conteste d'en apporter la preuve.

Si un accusé de réception n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 2 jours.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, les parties sont réputées avoir reçu cette notification dans un délai de 8 jours à compter de l'envoi de la notification sur l'adresse électronique identifiée dans l'acte d'engagement et ou celle communiquées ultérieurement.

Par réciprocité, la notification au représentant du Maître d'ouvrage ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le dossier technique composé de cinq tomes (le programme fonctionnel, le programme technique, les fiches techniques des locaux, les recommandations et obligations environnementales, le cahier des charges BIM et son annexe), des diagnostics, des plans et données techniques de l'ouvrage ; ces documents étant complémentaires.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux

- Les éventuelles questions/réponses et précisions apportées par le lauréat sur son offre lors de la consultation
- L'offre technique et financière du candidat (dont le planning d'exécution)
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché au sein d'une catégorie, ces dernières prévalent dans l'ordre décroissant de leur énumération dans le présent CCAP, moyennant l'application des dispositions suivantes :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une aberration ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- Tout ce qui figurerait sur les pièces graphiques mais ne serait pas décrit dans les pièces écrites aura la même valeur que si les indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques.

Des dérogations peuvent être substituées à certains articles du CCAG-Travaux dans ce cahier des clauses administratives particulières.

4 – Participation aux réunions

Le Titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du Maître d'Ouvrage, de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

Les comptes rendus des réunions d'études et des réunions de chantier seront rédigés et diffusés par le mandataire du groupement après approbation du Maître d'ouvrage ou de son représentant.

Sauf réserves formulées par écrit sous huit jours, les destinataires des comptes rendus en acceptent le contenu.

L'absence non justifiée du Titulaire à une réunion de chantier entraîne l'annulation de celle-ci et sera sanctionnée d'une pénalité. Cette pénalité sera déduite de l'acompte mensuel suivant.

Les **réunions d'études** auront lieu à jour fixe, une fois par mois a minima et pourront être hebdomadaires à certaines phases critiques. Le Titulaire est tenu d'y être représenté par des intervenants qualifiés, ayant connaissance du projet et capable de l'engager.

Une **réunion de chantier** aura lieu sur site à jour fixe, selon un rythme à définir avec le Maître d'ouvrage au démarrage des travaux (à minima bimensuel). Le Titulaire devra y être représenté par des intervenants qualifiés, ayant connaissance du chantier et capables de l'engager depuis le début jusqu'à la fin du chantier.

5 - Confidentialité et propriété industrielle et commerciale

5.1 – Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou mesure de sécurité.

5.2 – Résultats des études

5.2.1 Droits du Maître d'Ouvrage

Les documents remis sont la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les utiliser gracieusement pour les besoins de l'installation et de son activité.

Pendant les travaux et après réception des installations objet du Marché ou pendant la durée des prestations d'exploitation, le site ne pourra être visité à l'initiative du Titulaire que sous réserve d'un accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage et le Titulaire arrêtent préalablement les modalités de visite.

5.2.2 Droits du Titulaire

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du Maître d'Ouvrage.

5.3 – Brevets, Licences, Dessins et Modèles, Marques de fabrique ou de commerce

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du Marché.

Il appartient au Titulaire d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, le Maître d'Ouvrage ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

5.4 – Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le Maître d'Ouvrage n'acquiert pas du fait du Marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du Marché.

Le co-traitant concerné est tenu de communiquer, sous couvert du Titulaire, au Maître d'Ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du Marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du co-traitant concerné comme confidentiels, ces méthodes et ce savoir-faire étant compris dans l'objet du Marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du Marché ne peuvent être opposées au Maître d'Ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 – Durée du marché

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage.

6.2 - Délai d'exécution

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 07/12/2026 ou à sa date de notification si elle est postérieure.

Les délais d'exécution de chaque phase (conception et exécution des travaux) sont définis dans le calendrier remis par le Titulaire dans l'offre.

- **La réception des travaux de construction du bâtiment Recherche devra avoir lieu au plus tard le 31/12/2028, compris obtention des autorisations administratives.**
Le titulaire devra optimiser et proposer toutes les dispositions visant à sécuriser cette date. Le choix d'implantation du bâtiment recherche doit se faire en lien avec le calendrier d'exécution pour réduire le délai de réalisation et les interactions avec le bâtiment existant.
- **La réception des travaux de réhabilitation du bâtiment IUT et de construction du bâtiment Bibliothèque Universitaire devra avoir lieu au plus tard le 31/01/2030**
compris obtention des autorisations administratives.

Les travaux débiteront à la notification de l'OS de commencement des travaux par le Maître de l'ouvrage et prendra fin à l'issue à la validation des contrôles de conformité liés à la réception des ouvrages.

Les congés sont compris dans les délais d'exécution.

6.3 - Prolongation des délais d'exécution

Dans le cas d'intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. La durée est égale au nombre de journées réellement constatées au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries, en conformité avec l'article 22 du CCAG-Travaux.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont rémunérées par prix global et forfaitaire sur la base des prix forfaitaires figurant à la DPGF.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des études d'exécution et travaux, y compris les frais généraux, honoraires, ingénierie, impôts et taxes et assurer une marge pour risque et bénéfices.

Les prix de la DPGF sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux.

Ces prix sont établis en prenant en considération :

- Les intempéries et autres phénomènes naturels habituels dans le département de la Manche (50) (référence 30 années) ;
- L'état des lieux préalables,
- La réalisation des travaux sur le site avec l'ensemble des contraintes, d'accès, de circulation, d'interdiction de travaux bruyants sur certaines plages horaires,
- La présence de canalisations et réseaux sur le site dont le Titulaire aura à charge les dérivations éventuelles,
- La nécessité de mettre en conformité les installations si les performances garanties ne sont pas acquises.

Sont notamment inclus dans les prix :

- Les frais de conception ;
- Les frais de réalisation de tous diagnostics ou études complémentaires jugés nécessaires par le titulaire,
- L'élaboration et la diffusion de tous les plans et documents d'études détaillées afin de lancer les fabrications et commandes des matériaux et matériels ;
- Les dépenses afférentes aux mesures de prévention de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs sur le chantier et aux installations d'hygiène et de sécurité (sanitaire, vestiaires, ...) relevant du marché ; eu égard notamment aux dispositions concernant l'établissement des PPSPS et les réunions du CISSCT ;
- Les frais de missions OPC ;
- Les frais de démolition des ouvrages existants et le cas échéant de démontage des équipements ;
- L'acheminement, l'installation, l'entretien, puis l'évacuation, des tous les engins, échafaudages et tous autres moyens nécessaires à la réalisation des ouvrages et/ou installations y compris autorisations administratives ;
- Les frais d'installation de chantier et des consommations d'énergie et de fluides en phase chantier
- La réparation et remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés
- Les frais pour les essais et la mise en route (incluant les analyses et moyens de contrôle des essais de performances, mission consuel, etc.) ;
- Les frais d'assistance en périodes de garantie (incluant les essais de garanties) ;
- Les frais de cautions bancaires éventuelles ;
- Les consommables jusqu'à la réception des travaux ;

- En cas de non-respect de tout ou partie des performances garanties, les actions correctives et les nouvelles mesures de contrôle réalisées pour vérifier le respect de ces performances après réalisation de ces actions correctives sont à la charge du Titulaire ;
- Les frais de brevet liés à l'emploi des matériaux et matériels prévus par le Titulaire ;
- Les frais d'assurance et de garanties conformément au présent C.C.A.P. ;
- Les frais de protection des ouvrages et tous les frais découlant de l'application du C.C.A.G. travaux et du Cahier des charges ;
- Les frais de réunions techniques et de chantier ;
- Les frais d'élaboration du Dossier des Ouvrages Exécutés ;
- La mise à disposition du personnel qualifié, et des matériels, nécessaires aux opérations d'études, travaux, coordination, contrôles, essais et réception, ainsi que les prestations d'accompagnement nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et/ou installations dus au titre du présent marché, y compris les sujétions et fournitures accessoires ;
- L'évacuation et l'élimination des matériaux et matériels issus des travaux ;
- Le dégagement des chutes et rebuts et le nettoyage régulier du chantier y compris la mise à disposition des bennes d'enlèvement nécessaires et l'enlèvement ainsi que le traitement dans une filière adaptée.
- Les frais de protection des travaux, de nettoyage du chantier jusqu'à la notification des décisions de réception,
- Les frais de remise en état des lieux (domaine public ou privé) à la fin des travaux,
- Les frais liés à la prise en compte de l'impact du chantier sur le bon fonctionnement du campus pendant toute la durée des travaux,
- Les frais de fermeture et de gardiennage du chantier et des installations communes du chantier ;
- Les charges temporaires de voirie et de police, notamment pour occupation des voies publiques ;
- L'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, location et mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier ;
- L'exécution de branchements indépendants pour les besoins du chantier de ceux des bâtiments existants. Dans le cas où le Maître d'ouvrage admettrait le raccordement sur ses réseaux, des sous-comptages seront prévus et les modalités de refacturation sont convenues avec la maîtrise d'ouvrage. Un tableau de suivi des consommations de fluides sera mis à jour à minima mensuellement.
- Les frais de neutralisation et de dévoiement de réseaux existants sur le terrain, le cas échéant ;
- Les aléas liés aux éventuels travaux de désamiantage ;
- Les intempéries et autres phénomènes naturels (tempêtes, pluie, vent, canicule, gel, etc.) qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure. La constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France. Pour la formalisation de cette information, le titulaire s'adressera à la station Météo France la plus proche du site ;
- Les sujétions liées au site du chantier quant à son occupation ou aux accès, environnement, raccordements aux réseaux, stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, etc. ;
- Les frais résultants des mesures à prendre pour assurer la police de circulation aux abords du chantier pour faciliter la circulation et garantir la sécurité des usagers et du personnel du chantier dans les conditions de l'article 31.6 du CCAG Travaux,

- Les frais d'établissement des états des lieux et/ou constat d'huissier avant démarrage des travaux
- Les contraintes liées au site : surface et forme de l'emprise, caractéristiques et état des bâtiments et espaces extérieurs existants, réglementation des circulations imposées par les communes respectives et équipements publics existants en service, de la présence de réseaux publics et privés existants et en fonctionnement à proximité du chantier, des contraintes liées aux règlements d'urbanisme, etc. ;
- Les frais inhérents à toutes les contraintes liées au phasage du chantier ;
- Les contraintes qu'imposent la limitation des nuisances aux riverains et aux occupants (circulation, mesures et diminution du bruit et vibrations, poussière etc.) et la protection des avoisinants et notamment de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts du chantier ;
- La fourniture d'échantillons, prototypes, maquettes et la réalisation des locaux témoins, le cas échéant ;
- Les frais résultants des demandes et observations du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et des services concessionnaires ;
- Les frais d'établissement des plans de détail d'exécution, des calendriers, des schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et des organismes de prévention,
- Les frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le programme (y compris les essais spécifiques liés à la sûreté pénitentiaire) et notamment ceux afférents à la délivrance du certificat CONSUEL (coût de la délivrance du certificat CONSUEL inclus) sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques, conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le Code du travail et les normes) ;
- Les frais résultants éventuellement des procédures ATEX (appréciation technique d'expérimentation) et ATE (agrément technique européen), des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultants des contrôles acoustiques, thermiques et techniques, de la tenue au feu, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des P.V. correspondants ;
- Les frais induits par la formation de l'exploitant, y compris supports et rapports de formation,
- Les frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) en accord avec le pouvoir adjudicateur
- Les frais liés à l'accueil et à l'information des personnes invitées par la personne publique à visiter le chantier
- Les frais induits par la préparation et le passage de la commission de sécurité, d'accessibilité, et des différents services administratifs concernés jusqu'à l'obtention d'un avis favorable.

La liste précédente n'est pas exhaustive et est donnée à titre indicatif. Les prix du marché comprennent tous les travaux et fournitures accessoires indispensables pour le complet et parfait achèvement, conformément aux règles de l'art, et de la bonne construction des ouvrages proposés par le Titulaire pour répondre aux spécifications du Cahier des charges

Le Titulaire devra prévoir dans son prix global et forfaitaire l'ensemble des fournitures et de la main d'œuvre nécessaire afin de satisfaire aux engagements de performance et de fourniture et installation d'équipements, jusqu'à achèvement complet de l'unité.

Le prix du marché ne tient pas compte :

- Des frais des missions du Contrôleur Technique qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage, ceux-ci ne comportant néanmoins qu'une seule phase de contrôle des performances par partie d'ouvrage,
- Des frais de coordination SPS qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Par le fait de soumissionner, le Titulaire contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des études et travaux nécessaires pour le complet et parfait achèvement des travaux projetés et conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux dans le Cahier des charges.

Le prix ne pourra être remis en discussion pour aucun motif que ce soit en raison de lacunes ou omissions ou d'insuffisance de description des pièces du marché qu'il serait nécessaire de compléter pour être conforme aux Règles de l'Art et à la réglementation en vigueur.

Seront considérées comme nulles et non écrites les conditions, figurant sur tous les documents du Titulaire ou du fournisseur, différentes de celles générales ou particulières mentionnées au marché.

7.2 – Certificats d'économie d'énergie (CEE)

L'opération peut permettre de bénéficier de certificats d'économie d'énergie (CEE).

Le Titulaire du marché s'engage sur un montant à déduire du montant des travaux à réaliser conformément aux fiches des CEE remises par le soumissionnaire.

Ce montant est déduit sur une facture d'avancement (sur le montant TTC) des travaux.

7.3 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, à ses co-traitants et aux sous-traitants présentées lors du dépôt de l'offre finale.

7.4 - Révision des prix.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques à date de la remise de l'offre. La valeur « 0 » de chaque indice est la dernière valeur définitive publiée au moniteur (version numérisée) à date de remise de l'offre.

Les valeurs sans indice correspondent au dernier indice définitif publié au moniteur (version numérisée) au premier jour du mois de facturation ou à date de l'état d'avancement des travaux. La présentation du montant des révisions sera détaillée sur la facture des mois de révision. Il appartiendra au Titulaire de justifier l'exactitude des valeurs utilisées notamment en produisant une copie des publications afférentes.

Etudes

Le prix des études est ferme.

Travaux

Une révision **mensuelle** sera appliquée pour le prix des travaux

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de chaque acompte est donné par la formule : **$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \text{ BT01/BT01o})$**

Définition des index :

P : Le montant hors taxe révisé des travaux.

Po : Le montant initial hors taxe des travaux.

BT 01 : tous corps d'état (base 2010) Valeur de l'index global Tous Corps d'Etat du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

BT 01o : Valeur de l'index global Tous Corps d'Etat du mois de la date limite de remise des offres finales.

Pour la mise en œuvre de la clause de variation des prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de la réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

7.5 - Travaux supplémentaires et travaux supprimés

Le montant des travaux étant à prix global et forfaitaire, il reste intangible et ne saurait être modifié s'il s'avérait en cours d'exécution de travaux, que les quantités sont supérieures ou inférieures à celles qui ont été retenues par le Titulaire lorsqu'il a établi son prix.

Tous les travaux supplémentaires et travaux supprimés feront l'objet de fiches de vérification établies et visées pour accord ou refus par le Maître d'Ouvrage.

7.6 - Prestations et travaux à l'initiative du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit durant l'exécution du marché de demander au Titulaire d'étudier et de réaliser des modifications des équipements ou des prestations contractuelles.

Le Titulaire ne peut prétendre à un supplément de prix en ce qui concerne les travaux exécutés conformément au marché accepté par le Maître de l'Ouvrage.

Il faut donc entendre par "travaux supplémentaires" ou "supprimés", toute modification demandée par écrit (compte rendu de réunion de chantier ou courrier) par le Maître d'Ouvrage apportant d'évidence une prestation en plus ou une prestation en moins par rapport aux travaux définis aux plans et descriptifs du marché.

Les travaux supplémentaires et travaux supprimés, acceptés et notifiés par avenant valant ordre de service signé du Maître de l'Ouvrage, seront réglés ou décomptés sur la base d'un état supplémentaire de prix forfaitaires élaboré à partir des articles de la DPGF et signé des deux parties.

Le Titulaire aura l'obligation d'établir un devis en réponse à toute demande du Maître d'Ouvrage ou de son représentant dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. La réalisation de ces modifications sera subordonnée à :

- La présentation par le Titulaire des incidences de ces modifications en termes techniques, financiers et délais d'exécution ;

- Leur validation par l'AMO et leur acceptation par le Maître d'Ouvrage.

7.7 - Prestations et travaux à l'initiative du titulaire

Toute demande de modification des études, matériel et travaux nécessaires aux obligations du marché doivent être adressées par le Titulaire par écrit au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire rassemble dès que possible toutes précisions utiles sur les conditions de réalisation de la modification et sur toutes ses conséquences, y compris celles concernant le cas échéant les co-traitants.

L'ensemble des renseignements d'ordre techniques, financiers et de délais doit être joint à la demande et validé par un accord de la maîtrise d'ouvrage sur les éléments techniques, financiers et délai d'exécution.

Aucune modification ne peut être entreprise avant une notification d'accord.

Cette notification éventuelle ne décharge pas le Titulaire de ses responsabilités y compris celles consécutives à ces modifications.

Le Titulaire assume toutes les conséquences techniques et financières de ces modifications sur ses propres prestations.

Il assume également, le cas échéant, les conséquences financières de ces modifications sur les prestations des autres co-traitants et/ou sous-traitants.

8 - Garanties financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Le Maître d'ouvrage refuse que le Titulaire du présent marché substitue une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie susvisée.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations techniques qui lui sont confiées. Pour autant, le maître de l'ouvrage exigeant, pour la bonne exécution du présent marché, que le mandataire du groupement conjoint titulaire soit solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par ledit mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Pour autant, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du présent marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration dudit délai, lesdits établissements sont libérés de leurs engagements 1 mois au plus tard après la date de leur levée.

9 - Avance : conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au Titulaire sauf renonciation de sa part stipulée dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de ladite avance est égal à 5% de douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, du marché divisé par la durée d'exécution du marché à considérer exprimée en mois en application de l'option B du CCAG travaux.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, tel qu'il figure sur un décompte mensuel, atteindra ou dépassera 65% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ledit remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint quatre-vingts pourcents du montant initial, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de ladite avance sont fixés par le présent marché. Ils ne sauraient être modifiés par avenant.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue ci-avant, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître de l'ouvrage. Pour autant, le versement de ladite avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande (GAPD) d'un montant égal à celui de ladite avance.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues ci-avant.

10 - Modalités de règlement des comptes.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Université, ou à défaut à compter de la date de livraisons fournitures y compris prestations annexes éventuelles.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du Code de la Commande Publique.

10.1 - Décomptes et acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les décomptes sont cumulatifs et établis en base Marché. La situation doit être présentée en cumulée depuis l'origine, en pourcentage d'avancement et en montant.

Etudes :

Les acomptes seront validés selon la périodicité suivante :

Elément de mission	Exigibilité de l'acompte
APS consolidé, APD et autorisation travaux, PRO	70% à la remise du livrable complet y compris maquette BIM
	30% à la validation du maître d'ouvrage
Autres phases de la mission (EXE, OPC, VISA+DET)	Mensuellement au prorata de l'avancement de la mission
Assistance Aux opérations de réception	60 % à compter de la date d'effet de la réception
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception
	20 % à la remise du dossier numérique des ouvrages exécutés
	5% à l'issue de l'année de parfait achèvement

Travaux :

Les projets de décompte sont présentés mensuellement en pourcentage d'avancement sur le prix global et forfaitaire pour les travaux.

L'avancement est établi par le Titulaire sur la base d'un compte rendu contrôlé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

10.2 - Présentation des demandes de paiement.

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont établies selon les conditions prévues à l'article 10.5 du CCAG-Travaux.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;

- La nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis ou chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et la tranche de travaux si nécessaire ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Les demandes de paiement doivent parvenir visées par le maître d'œuvre via le portail Chorus pro :

(<https://chorus-pro.gouv.fr/>) :
 SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016
 CODE SERVICE UNIQUE : SFACT
 Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.
 Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

10.3 – Paiement du solde

Après l'achèvement des travaux, le Titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution du marché pour les prestations d'études et son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Par dérogation à l'art. 12.3.2 du CCAG Travaux, le Titulaire transmet son projet de décompte final au Pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de 10 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le Pouvoir adjudicateur établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire. Ce décompte final est alors notifié au Titulaire avec le décompte général.

La demande de paiement finale des travaux accepté ou rectifié par le Pouvoir adjudicateur devient alors le décompte final qui établit le projet de décompte général.

Le maître d'ouvrage signe un décompte général valant règlement définitif du marché qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde
- Les réserves non levées.

Il notifie au Titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement finale du Titulaire.

Dans un délai de trente jours compté à partir de la notification du décompte général, le Titulaire renvoie au Pouvoir Adjudicateur le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. L'absence de contestation dans ce délai, ou l'absence de motivation détaillée relative au refus de signer ou à la signature avec réserves, accompagné du montant de ses réclamations, vaut acceptation sans réserve du décompte général du marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG travaux, aucun décompte tacite ne pourra être établi.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le Titulaire, il devient le décompte général et définitif des prestations. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG.

10.4 - Paiement des cotraitants.

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

10.5 - Paiement des sous-traitants.

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du Code de la Commande Publique via le portail Chorus pro.

11 - Description des prestations de conception

11.1 Début des prestations de conception

Les prestations de conception commencent à compter de la notification du marché valant OS de démarrage des prestations et se terminera à la validation de l'ensemble des études par le maître d'ouvrage.

11.2 Fourniture des études

Le Titulaire est chargé de la conception sous BIM du projet et de la réalisation des installations correspondantes ; il détermine les caractéristiques de ces installations en tenant compte des performances exigées et des contraintes de l'existant.

Le Titulaire doit, pour la fourniture des études avant exécution et en cours d'exécution des travaux, tenir compte des délais minimaux pour permettre à l'AMO, au Coordonnateur SPS et au Contrôle Technique d'assurer leur mission respective.

Il est demandé au Titulaire de transmettre au Maître d'Ouvrage et à l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage l'ensemble des documents qu'il réalise en une seule fois, une fois ceux-ci finalisés.

Une réunion mensuelle sera organisée pour la présentation de l'avancement des études au maître d'ouvrage.

Le Titulaire doit, pour la fourniture des études avant exécution et en cours d'exécution des travaux. Lesdits documents doivent être accompagnés des visas internes du groupement et autant que nécessaire des notes de calculs utiles à leur compréhension.

Dans le cas où ceux-ci ne seraient pas fournis, ou seraient incomplets, le Maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de refuser les documents. Tout retard dans l'exécution des travaux causé par la non-fourniture de documents, par le Titulaire ou de visa interne est entièrement imputable à cette dernière et déclenchera l'application de pénalités.

11.3 Autorisations administratives

Le Titulaire préparera, rédigera et fournira le nombre d'exemplaires prescrits de l'ensemble des dossiers de demande des autorisations administratives requises par la réglementation en vigueur et nécessaires à l'exécution du présent contrat (notamment permis de construire, avis des commissions de sécurité et d'accessibilité).

La fourniture de ces dossiers sera réalisée dans un délai permettant le respect du calendrier.

Le Titulaire sera tenu responsable du retard dans l'obtention des autorisations administratives ou de leur non-obtention, sauf le cas où ce retard ou cette non-obtention ne lui serait pas imputable et qu'il justifierait avoir mis en œuvre toutes les diligences raisonnablement nécessaires.

Les dossiers de demande seront déposés à l'autorité compétente après prise en compte des réserves émises par le Maître d'Ouvrage.

En cours d'instruction, le Titulaire réalisera sans délai l'ensemble des pièces complémentaires ou études nécessaires à l'obtention de l'autorisation administrative demandé par le service instructeur. Il les proposera à l'approbation et à la signature du Maître d'Ouvrage avant dépôt.

Il est rappelé que le Titulaire reste le seul responsable de la qualité de la production des pièces architecturales et techniques fournies.

11.4 Consistance des documents remis par le Titulaire

Tous les documents doivent être établis en langue française, et toutes les mesures figurant sur tous plans et documents, être établies dans le système légal en vigueur en France. Lorsqu'il est fait appel à un fournisseur non francophone, celui-ci doit joindre à ses documents une traduction qui l'engagera, seul le texte français faisant foi en cas de litige.

Les plans, maquettes BIM et documents d'études à fournir par le Titulaire comporteront notamment tous les détails et renseignements permettant au Maître d'Ouvrage d'exécuter ou faire exécuter les études et de traiter les travaux d'autres intervenants. Ces plans porteront mention des détails et indications nécessaires pour expliciter sans ambiguïté la liaison entre les prestations du Titulaire et celles d'autres intervenants.

Le circuit de validation interne au groupement Titulaire est paramétré de manière que seul le mandataire du groupement puisse diffuser en direct après validation des documents au Maître d'Ouvrage et à ses assistants.

Les documents seront diffusés dans leur format d'origine (autocad, word, excel, microsoft project, ifc, rvt etc.) ainsi qu'au format pdf.

11.5 Déroulement général, circulation de documents et validation

A la notification du Marché prescrivant de débiter l'exécution des études de conception, il sera prévu une réunion préliminaire de coordination, dite de démarrage des études qui permettra au Titulaire de commencer les études de Projet et les dossiers réglementaires.

A l'issue de cette réunion et dans un délai de 2 semaines, le Titulaire diffusera un planning de remise de documents pour l'ensemble de l'opération avec une liste des documents d'études. Le Titulaire doit mettre à jour son planning général détaillé d'exécution des tâches incluant les différentes phases du projet. Ce planning devra être compatible avec les délais figurant dans le Marché et notamment l'Acte d'Engagement.

Les documents constituant les études d'exécution seront diffusés par groupe formant des parties d'études homogènes et contenant tous les éléments nécessaires à leur vérification. Les études de Projet seront diffusées en un envoi unique.

Le Maître d'Ouvrage ou ses représentants, le CSPS et le contrôleur technique vérifieront la conformité des études avec les prescriptions figurant au marché. Ils disposeront pour les approuver et éventuellement émettre des observations d'un délai de :

- 15 jours ouvrés après réception pour les études APS consolidé
- 15 jours ouvrés après réception pour les études APD
- 15 jours ouvrés après réception pour le PC
- 20 jours ouvrés après réception pour les études PRO
- 10 jours ouvrés après réception pour les autres documents (études d'exécution, ...).

En aucun cas le visa qui pourra être donné par l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage sur un plan ou document remis par le Titulaire ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité du Titulaire qui demeurera pleine et entière.

L'ensemble des documents et plans à remettre peuvent faire l'objet d'observations éventuelles ou de demandes de précisions complémentaires de la part du maître d'ouvrage, l'Assistant du Maître d'Ouvrage, du coordonnateur SPS et du bureau de contrôle, auxquelles le Titulaire est tenu de répondre dans les délais prévus et indiqués par son auteur.

En cas de réserves du Maître d'Ouvrage ou de son AMO, justifiées par une non-conformité, le Titulaire procède aux rectifications correspondantes, qu'il soumet à la même procédure de vérification, à ses frais et sans qu'il puisse prétendre à une augmentation de la durée globale d'exécution.

Les modifications apportées aux documents ayant déjà fait l'objet de remarques de la part du maître d'ouvrage ou de ses représentants devront obligatoirement être clairement identifiées sur le nouveau document d'indice ultérieur.

Un retard du Maître d'Ouvrage ou de ses représentants dans le contrôle des études et des plans d'exécution n'ouvre droit à aucune prolongation de délais ou réclamation tant que ce retard n'a pas d'incidence sur l'exécution de tâches prévues par le Titulaire. Aussi, le Titulaire est tenu d'identifier clairement et de faire préalablement approuver l'incidence d'éventuels retards du contrôle sur les documents qu'il soumet au Maître d'Ouvrage. Par ailleurs, des demandes de prolongations ou des réclamations ne pourront être entendues que si aucun autre facteur n'a contribué à cette incidence.

Toutes les conséquences d'un retard dans l'approbation d'un document qui n'aurait pas été soumis dans les conditions indiquées ci-avant sont à la charge du Titulaire. Notamment, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délais d'exécution du fait de l'absence ou du caractère incomplet ou imprécis des documents qu'il doit remettre.

Les documents d'exécution seront soumis au Maître d'Ouvrage, à son assistant, au Contrôleur Technique et au Coordonnateur SPS pour contrôle, avis et réserves éventuelles, au plus tard quinze jours ouvrés avant tout lancement en travaux de l'ouvrage concerné ou exécution (ou commande à un sous-traitant) en un lieu quelconque.

Si les observations des intervenants cités ci-dessus amènent des corrections aux documents cités ci-dessus, le Titulaire diffusera les documents corrigés sans que ces corrections n'engendrent de demande supplémentaire de rémunération ni de délai supplémentaire de réalisation.

Les documents d'exécution non approuvés par le Maître d'Ouvrage ne seront pas exécutoires. Au cas où le Titulaire passerait outre cette prescription, la mise en conformité de l'ouvrage correspondant sera imposée et ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire.

11.6 Constitution du cahier des écarts

Le titulaire doit produire un « cahier des écarts » permettant de répertorier

- l'ensemble des écarts du projet du titulaire aux pièces contractuelles, dont le programme technique et fonctionnel
- toutes les évolutions significatives du projet du point de vue architectural (y compris matériaux, détails de finition, éléments de signalétique, éléments d'aménagement des espaces intérieurs, ...), paysager, fonctionnel, technique, de sûreté, ..., par rapport à la phase précédente.

Ce document est produit par le titulaire du marché systématiquement à chaque phase du projet de la manière suivante :

- Phase APS → documentation des évolutions depuis la phase d'offre finale de la consultation
- Phase APD → documentation des évolutions depuis la phase APS

- Phase PRO → documentation des évolutions depuis la phase APD

Chaque évolution sera identifiée, décrite et justifiée (inconvenients de la solution précédente/avantages de la solution adoptée). Il sera précisé également s'il s'agit d'une évolution à la suite d'une remarque du représentant du pouvoir adjudicateur ou à une demande explicite de celui-ci ou bien s'il s'agit d'une orientation proposée par le titulaire dans le cadre du développement des études du projet.

Les évolutions les plus significatives (notamment celles architecturales, fonctionnelles et techniques) seront illustrées par des éléments graphiques et d'information adaptés (extraits et focus de plans et coupes, détails, éventuellement images, fiches informatives, etc.) permettant de les visualiser et d'en comprendre les impacts sur le projet, et seront repérées sur un plan général.

Cette note ne remplace en aucun cas le processus de validation par fiches modificatives indiqué au présent CCAP.

11.7 Ajournement des études d'exécution

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de quatorze jours calendaires pour répondre aux observations et mettre à jour les études en conséquence.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quatorze jours calendaires prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, du délai d'acceptation précisé à l'article 11.5 à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quatorze jours calendaires ouvert au titulaire pour présenter ses observations, le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement, ainsi que le délai d'acceptation de ces prestations par le pouvoir adjudicateur, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations. Lorsque la validation est prononcée avec réserves, le pouvoir adjudicateur précise le délai imparti au titulaire pour y remédier. A défaut, le délai est de 14 jours calendaire.

11.8 Admission des études d'exécution avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché. Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quatorze jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

11.9 Rejet des études d'exécution

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni l'admission avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quatorze jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus. Par ailleurs, cette décision donne suite, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, soit à une décision de résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions de l'Article 20 du présent CCAP, soit à une demande dudit pouvoir de reprendre l'intégralité des prestations rejetées. Il est précisé qu'en cas de résiliation, les échanges décrits dans les deux premiers alinéas du présent article valent mise en demeure préalable du titulaire.

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni l'admission avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quatorze jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus. Par ailleurs, cette décision donne suite, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, soit à une décision de résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions de l'Article 20 du présent CCAP, soit à une demande dudit pouvoir de reprendre l'intégralité des prestations rejetées. Il est précisé qu'en cas de résiliation, les échanges décrits dans les deux premiers alinéas du présent article valent mise en demeure préalable du titulaire.

12 - Description des travaux

12.1 Début et fin des travaux

Les travaux débiteront à la notification de l'OS de commencement des travaux par le Maître de l'Ouvrage et prendra fin à l'issue à la validation des contrôles de conformité liés à la réception des ouvrages.

12.2 Travaux préalables

Sur sollicitation de la maîtrise d'ouvrage ou nécessité constatée par le titulaire afin d'optimiser et garantir le respect du planning d'exécution, celui-ci propose la réalisation de travaux préalables au démarrage du chantier. Ces travaux préalables pourront notamment concerner la réalisation des reconnaissances et travaux nécessaires à la levée de l'aléa pyrotechnique.

Ces travaux préalables devront fait l'objet d'un dossier spécifique, transmis dans le cadre de la remise de l'APD ou ultérieurement. Ce dossier comprendra :

- le descriptif des travaux et mesures à entreprendre, les CCTP détaillés y afférents
- l'ensemble des pièces réglementaires (ex : plan de retrait) et autorisations administratives nécessaires le cas échéant.
- tous les plans ou schémas nécessaires à la parfaite compréhension des travaux et mesures à entreprendre.

Cette période démarrera suite à un ordre de service spécifique envoyé au titulaire du marché.

Au cours de cette période, il est procédé aux opérations ci-après, à la diligence des parties contractantes :

- Organisation de la réunion de démarrage des travaux préalables
- Constat contradictoire de l'état de la voie publique et/ou privée d'accès ou des locaux mis à disposition ;
- Définition du périmètre chantier avec limitation des accès, gestion de la sécurité incendie du bâtiment et accès spécifique chantier
- Les travaux seront soumis aux mêmes dispositions que la période de préparation des travaux et que les conditions d'exécution des travaux décrits au présent CCAP.
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et/ou le service prévention et de l'organisation prévue pour les premiers secours.

12.3 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.

Au démarrage du marché, le Titulaire doit faire procéder, à ses frais, à un constat huissier, en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant. Ce constat prendra en compte l'intégralité du périmètre de l'opération (intérieur et extérieur des bâtiments) ainsi que les emprises concernées par les installations de chantier.

Les frais résultants de ce constat et des aménagements éventuels nécessaires sont à la charge du Titulaire.

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises. Elle permet d'effectuer différentes tâches administratives et techniques avant le commencement du chantier. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché, conformément à l'article 28 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation sera fixée par le titulaire et est comprise dans le délai d'exécution.

Il sera procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après :

- Production du calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux ;
- Proposition de la liste des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase EXE pour validation du maître d'ouvrage, dans les quatorze jours calendaires suivant la notification de démarrage de la période de préparation ;
- Elaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au maître d'ouvrage ou à son représentant aux fins de visa, du projet de plan d'installation de chantier et, le cas échéant, d'ouvrages provisoires ;
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et/ou le service prévention et de l'organisation prévue pour les premiers secours ;
- Définition du périmètre chantier avec limitation des accès, gestion de la sécurité incendie du bâtiment et accès spécifique chantier
- Etablissement de la Déclaration d'Intervention de Commencement des Travaux (DICT) et expédition dix jours au moins, jours fériés non compris, avant la date de début des travaux aux organismes concernés.

- Mise en œuvre des travaux préparatoires et des installations de chantier conformément au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Visites préalables avec le coordonnateur SPS ainsi qu'adaptations et modifications du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), conformément aux dispositions suivantes du Code du travail :
- Article R4532-47 : « Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. »
- Article R4532-48 : « Le plan général de coordination intègre, notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du Code du travail ».
- Production du calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux ;
- Établissement pour validation du planning de présentation des échantillons
- Présentation du calendrier prévisionnel des demandes d'agrément des sous-traitants
- Proposition de la liste des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase EXE pour validation du maître d'ouvrage, dans les quatorze jours calendaires suivant la notification de démarrage de la période de préparation ;
- Elaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au maître d'ouvrage ou à son représentant aux fins de visa, du projet de plan d'installation de chantier et, le cas échéant, d'ouvrages provisoires ;
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et/ou le service prévention et de l'organisation prévue pour les premiers secours ;
- Définition du périmètre chantier avec limitation des accès, gestion de la sécurité incendie du bâtiment et accès spécifique chantier
- Etablissement de la Déclaration d'Intervention de Commencement des Travaux (DICT) et expédition dix jours au moins, jours fériés non compris, avant la date de début des travaux aux organismes concernés.
- Établissement de l'organigramme de l'encadrement de chantier ;
- Réalisation des panneaux de chantier suivant le modèle défini par le maître d'ouvrage ;
- Informer le maître d'ouvrage, 14 jours calendaires à l'avance, des demandes d'accès au site ;
- Mise en place de l'outil interactif de suivi des VISA décrit au présent CCAP.

12.4 Connaissance du projet, des lieux et des avoisinants

Dès le démarrage de la prestation, le groupement titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à la conception et l'exécution des travaux.

Il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son offre :

- pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc...
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'ouvrage et auprès de tous les services ou autorités compétents.

Le titulaire doit signifier au maître d'ouvrage toutes anomalies ou discordances susceptibles d'exercer une influence sur la réalisation des travaux.

Sa proposition sera réputée tenir compte implicitement de ces diverses conditions, si aucune mention particulière n'accompagne son offre. Il ne pourra réclamer aucun supplément en

s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le programme pourraient se présenter inexacts ou incomplets, et ce après la remise de son offre. Le présent programme et les documents contractuels ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que seront compris dans le marché forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art, les règlements, les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

Les éléments de ce dossier doivent permettre au soumissionnaire de réaliser les dimensionnements nécessaires à son chiffrage et à sa mise en œuvre. Néanmoins le soumissionnaire devra intégrer les éventuels compléments techniques nécessaires afin d'avoir une offre homogène qui ne saurait faire l'objet d'aucune plus-value ultérieure.

Il est précisé que les renseignements donnés par le Maître d'Ouvrage dans le Programme et les différents documents joints en annexe ne constituent que des éléments d'information qu'il appartient au Groupement de vérifier et éventuellement de compléter sous sa propre responsabilité.

Le Groupement devra procéder à ses frais aux vérifications, aux reconnaissances et aux études complémentaires qu'il jugera nécessaires pour réaliser sa mission (études géotechniques, archéologique, acoustique et toutes autres études complémentaires qui lui sembleront utiles).

Si des métrés et/ou des rapports de repérage/diagnostics ont été fournis à l'occasion de l'appel d'offres, il est précisé qu'ils contiennent des informations données à titre exclusivement indicatif et qu'elles n'exonèrent pas le Groupement, d'une part, de son obligation de vérifier ces estimations, et, d'autre part, de son engagement sur un prix global et forfaitaire pour la réalisation de l'ensemble des travaux nécessaires au projet.

Le Groupement est donc réputé avoir veillé, lors de son étude, à la cohérence des estimations données. Il est tenu de signaler pendant l'étude de son prix toute erreur, omission ou incohérence éventuelle concernant ces informations. En cas d'erreur de métré constatée au cours de réalisation des travaux, il s'interdit de solliciter quelconque complément de prix ou indemnité à ce titre.

Le titulaire prend les terrains et, s'il y a lieu, les ouvrages existants, dans l'état dans lequel ils se trouvent sans aucune garantie de la part du Maître d'Ouvrage et sans pouvoir élever aucune réclamation et/ou former aucun recours contre à quelque titre que ce soit.

L'Entrepreneur prend toutes dispositions nécessaires pour préserver les ouvrages existants sur le terrain et destinés à être conservés, y compris les arbres, ainsi que les ouvrages avoisinants, qu'ils appartiennent au Maître d'Ouvrage ou à tout autre. Il est responsable des dommages causés à ces existants et avoisinants, en sursol et en sous-sol, et devra leur remise en état (esthétiquement et fonctionnellement) le cas échéant.

Avant toute intervention par l'entreprise dans les zones travaux concernées par le marché, l'Entreprise devra identifier, soit à partir des plans de réseaux existants transmis à sa connaissance, soit à partir de visites de site et relevés à sa charge, les réseaux à consigner, et notamment ceux à curer et ceux à maintenir en place. La consignation des réseaux devra être réalisée impérativement avant toute intervention de curage.

Les prix comprennent les dépenses communes de chantier et les dépenses de coordination. Elles sont intégrées dans le prix forfaitaire du groupement titulaire.

Les prix du marché sont hors TVA et établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri et l'évacuation et gestion des déchets, y compris la gestion de tous déchets spécifiques (Amiante, Plomb, etc.)

En conséquence, ses prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières découlant et le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à une indemnité en les invoquant.

12.5 Provenance des équipements matériaux et produits

Le mémoire technique fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à l'initiative du Titulaire en cours d'exécution du Marché.

L'emploi de procédés ou de matériaux nouveaux, présenté par le Titulaire ne pourra se faire sans avoir auparavant reçu les avis explicites du Maître d'Ouvrage et du Contrôleur Technique.

A cet effet, un dossier complet, décrivant le procédé ou le matériau, donnant ses caractéristiques physiques, mécaniques et d'une manière générale tout renseignement permettant de l'identifier (y compris échantillons), de déterminer ses conditions d'emploi et sa compatibilité avec les autres matériaux ou composants mis en œuvre sur chantier devra être fourni au Maître d'Ouvrage et au Contrôleur Technique au moins 30 jours calendaires avant le début des travaux.

En cas d'acceptation du Contrôleur Technique, le Titulaire restera seul responsable des mesures à prendre pour le transport, le stockage et la mise en œuvre dudit produit ou matériau.

12.6 Protection des ouvrages et matériels existants

Le Titulaire prendra toutes précautions nécessaires pour que les installations et matériels existants telles que câbles électriques, réseau sécurité incendie, conduites d'eau, pompe de relevage, égouts, canalisations, réseaux télécom, équipements de recherche scientifique, etc. ne subissent aucun dommage, ni entravent leur fonctionnement.

Le Titulaire est tenu d'avertir les concessionnaires de réseaux chaque fois que des câbles ou canalisations auront été découverts ou endommagés.

13 – Conditions d'exécution des travaux

13.1 Dispositions générales

Il appartient au mandataire du groupement Titulaire du présent marché d'assurer la coordination des prestations des co-traitants et sous-traitants, le contrôle (visa) des documents d'exécution par les différents intervenants responsables au sein de son groupement et extérieurs (CSPS, CT...), ainsi que d'assurer l'homogénéité des documents à transmettre au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire assume de façon permanente la responsabilité complète des travaux de préparation, construction, de montage et de mise au point et en régime des équipements nécessaires à la réalisation du projet tant au point de vue technique qu'au point de vue de l'observation de toutes dispositions législatives et réglementaires auxquelles il est assujéti.

Le Titulaire maintient, pendant tout le temps voulu, le personnel qualifié et nécessaire au règlement des questions non encore résolues et des mises au point ou réserves à solder. Il obtient de ses sous-traitants et fournisseurs qu'ils maintiennent pendant tout le temps voulu, personnels et matériels nécessaires au règlement des problèmes en suspens.

Le Titulaire s'engage à fournir tout le matériel, dans le cadre du présent marché, même si ce matériel, en raison de son caractère accessoire, n'aurait pas été désigné explicitement dans la spécification technique et qui serait néanmoins nécessaire au bon fonctionnement des installations.

Le Titulaire garantit au Maître d'Ouvrage l'homogénéité (marque et type) pour chacune des fournitures répondant aux mêmes fonctions.

13.2 Installations de chantier

Les emplacements nécessaires pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, seront déterminés par le Titulaire sur l'emprise foncière mise à sa disposition par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il n'est pas imposé de registre de chantier sur cette opération.

13.3 Horaires de travail

Le Titulaire garde la responsabilité de l'obtention selon le Code du travail des autorisations administratives nécessaires, selon la durée ou la période de travail de ses équipes de personnel.

Les horaires de travail du Titulaire s'établiront normalement du lundi au vendredi dans le respect des limitations de temps de travail édictées au Code du travail.

Lorsque le Titulaire veut exceptionnellement des horaires de travail différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation soumise à l'accord du Maître d'Ouvrage.

13.4 Plan de prévention et PPSPS

Le chantier est soumis aux dispositions des articles R.4512-6 et suivants du Code du travail, relatifs aux plans de prévention.

Le chantier est soumis aux dispositions des articles R. 4532-56 et suivants du Code du travail, relatifs aux plans particuliers de sécurité, en vigueur depuis le 1er mai 2008.

Chaque entreprise intervenant pour le compte du Titulaire est tenue de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS), en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Le Titulaire devra répondre par écrit aux observations portées sur le registre-journal de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (RJ-SPS) en application du 2° de l'article R. 4532-38 du Code du travail, ainsi que prendre les dispositions immédiates pour les mettre en application.

13.5 Signalisation du chantier

Le Titulaire doit tout balisage selon les besoins du Code de la route, de la réglementation municipale, de l'affichage de l'autorisation d'urbanisme et du plan de prévention.

Le Titulaire assure la sécurisation des circulations piétonnes sur le chantier.

Le Titulaire assure la sécurité des intervenants en balisant ou en faisant baliser systématiquement les zones de travaux au sol et en hauteur. Il veillera notamment à ce que les travaux superposés soient proscrits.

Des restrictions de circulation des véhicules au sein du cimetière pourront être imposées par le cimetière et devront être anticipées par le titulaire. Une bonne coordination entre les services sera imposée, idem pour les véhicules de gros gabarit et les véhicules spécifiques.

Le règlement pour la réalisation de travaux dans le cimetière et joint à titre indicatif.

13.6 Panneaux de chantier et de communication

Le Titulaire devra réaliser, mettre en place et entretenir

- un panneau de chantier de format 3 m x 4m.
- un panneau de communication de format 3 m x 4m

Ces panneaux seront en couleur et comporteront les noms et logos du Maître d'Ouvrage et des différents intervenants.

Le Maître d'Ouvrage pourra imposer le contenu du panneau (texte de présentation, éléments graphiques, ...).

En application de l'article R. 8221-1 du Code du travail, tout entrepreneur travaillant sur le chantier affichera sur ledit chantier, pendant la durée de l'affichage du permis de construire, son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage sera assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

13.7 Nuisances liées au chantier

Le chantier devra être conduit de façon à minimiser les gênes. Le Titulaire garantit que les engins de chantier qu'il utilisera seront homologués, en matière d'émissions de bruits en particulier, lorsque cela est réglementaire. Toute précaution sera prise pour éviter les nuisances sonores trop importantes de la part des engins de chantier (pompes, compresseurs, etc.).

Le brûlage de déchets sur le chantier est interdit. La gestion des déchets de chantier de toute nature sera strictement conforme à la réglementation. Toute précaution sera prise pour limiter l'émission de poussières du fait de la manœuvre des engins de chantier.

Un contrôle strict des flux, des nuisances sonores, des balisages et des clôtures de zone chantier sera de ce fait nécessaire et est à la charge du titulaire.

L'entreprise devra prendre des dispositions organisationnelles telles que :

- La limitation du nombre de camions de livraison,
- Des réflexions sur les horaires du trafic des véhicules sur le chantier notamment pour les livraisons (au maximum en dehors des horaires de cours – avant 9h et le soir),
- La planification des tâches pour minimiser leur impact sur le voisinage (horaires, durée, simultanéité...),
- Limiter les travaux bruyants à ½ journée et pas une journée complète,
- Les travaux bruyants seront exécutés à des horaires établis en accord avec les utilisateurs.

La liste des matériels et engins devra être communiquée à la Maitrise d'œuvre, ainsi que les fiches techniques, leur certificat acoustique (niveau acoustique), et leur attestation de conformité à la norme – pour validation.

13.8 Intervention en site occupé

L'opération se déroulera en site occupé, en plusieurs étapes de travaux, contraintes par le maintien en activité pendant toute l'opération.

Le chantier se déroulant pendant les cours, il est impératif de prendre en compte dans le planning chantier l'interaction avec le calendrier pédagogique. Pour se faire, l'Entreprise listera les prestations les plus bruyantes lors de l'exécution des travaux projetés et leur période indicative. Dans la mesure du possible, l'organisation du chantier devra limiter les parties « lourdes » (démolition, curage, gros œuvre...) aux vacances scolaires. A noter que les vacances scolaires s'entendent à un effectif réduit côté Université (pas voire peu d'étudiants), mais une présence possible du personnel administratif. Ces périodes et le niveau d'exigence associé seront communiqués en phase de préparation de chantier à l'Entreprise. En fonction des travaux bruyants identifiés, la planification des travaux bruyants (sera établie par l'Entreprise en accord avec l'Université et la maîtrise d'œuvre.

Un planning de travaux dit « bruyants » devra être établi en phase de préparation de chantier par l'entreprise et mis à jour régulièrement (diffusion minimum 1 semaine avant exécution des travaux).

Les règles ci-après sont à respecter :

- Le nettoyage impeccable des lieux intérieur et extérieurs chaque jour
- La dépose ou le déplacement de tout objet (placards, meubles, rideaux tringles, coffrages, plafonniers, etc...) empêchant les interventions ou la réalisation des ouvrages sont dus par l'entreprise, sauf indication contraire stipulée par écrit, où l'entreprise titulaire du Marché réalisera le déplacement des meubles en présence et sous la responsabilité des occupants concernés.
- Interdiction formelle d'utiliser les locaux, pour le stockage du matériel et des matériaux, sauf autorisation du maître d'ouvrage
- L'entreprise identifiera un référent en charge de la communication quotidienne avec les représentants des occupants. Son numéro téléphonique leur sera communiqué au démarrage du chantier. Les éventuelles plaintes ou remarques devront être inscrites dans un tableau de suivi et traitées dans la semaine qui suit.
- Un numéro téléphonique d'astreinte sera affiché dans le hall d'entrée et dans la loge permettant à l'entreprise de procéder à toute intervention d'urgence en dehors des heures et jours de travail et ceci particulièrement pour les problèmes d'électricité ou de plomberie.
- L'entreprise devra la mise en place des protections intérieures pour la conservation des biens et des personnes dans les zones de l'université occupées.
- Le choix de matériel et engins sera effectué de façon à occasionner le moins de gêne possible aux occupants.

Le titulaire devra réaliser des campagnes de prévention auprès de ses ouvriers et de ses sous-traitants éventuels, et devra également mettre en place des actions de communication régulières à l'attention de la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire devra la signalétique chantier permettant la gestion des flux des étudiants et du personnel de l'université.

Le maintien en service des installations de l'Université est un prérequis indispensable à toute intervention, notamment concernant les réseaux du bâtiment.

13.9 Prototypes et échantillons

Pour tous les éléments indiqués dans cette partie, le titulaire doit fournir au représentant du pouvoir adjudicateur l'avis circonstancié du maître d'œuvre du groupement sur les prototypes, échantillons qui seront présentés au maître d'ouvrage au minimum trois jours ouvrés avant cette présentation, ainsi que les modalités de prise en compte des remarques du maître d'œuvre. Les délais de validation par le représentant du pouvoir adjudicateur de ces éléments sont précisés à l'acte d'engagement.

Le titulaire devra présenter des échantillons des équipements, matériaux, revêtements, et fournitures de l'ouvrage concourant à l'aspect final, aux ambiances, au confort d'utilisation des locaux, ou dont la qualité d'usage par les utilisateurs doit pouvoir être vérifiée par le maître d'ouvrage.

Ils devront être proposés à l'examen dans un délai minimum de 3 mois avant toute commande.

La présentation d'échantillons concerne à minima les éléments suivants :

- Un échantillon de quelques matériaux significatifs dont la liste est à définir par le maître d'œuvre et validée par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- Un échantillon des revêtements avec mise en relation des sols, murs, plafonds et menuiseries intérieures ;
- Un modèle de tous les équipements concourant à l'aspect et à la qualité des espaces (portes, quincaillerie, luminaires, appareillages électriques, grilles de ventilation, stores, etc.) et ce pour toutes les unités fonctionnelles.

13.10 Tri, évacuation des déchets et réemploi

Le Titulaire est chargé de mettre au point un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) conforme aux exigences réglementaires, pendant la période de préparation. Sa rédaction provisoire est communiquée à l'ensemble des entreprises qui formuleront leurs remarques éventuelles avant approbation par le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS. La version approuvée est transmise à l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le Titulaire devra notamment fixer, dans le SOGED, les objectifs de tri sur le chantier afin de séparer les différentes catégories de déchets (inertes, Déchets Dangereux, DAE non valorisables et DAE valorisables) et de les orienter vers les filières d'éliminations spécifiques.

Le Titulaire aura l'obligation de :

1/ Valoriser tous les matériaux recyclables dont notamment :

- Les emballages,
- Les métaux,
- Les plastiques,
- Les bois (bois et palettes non traités),
- Le verre.

2/ D'éliminer en ISDI ou de valoriser les déchets inertes,

3/ D'éliminer en ISDND ou par incinération les déchets type DAE non valorisables matière,

4/ D'éliminer en ISDD ou en centre de traitement spécialisé, les DAE non valorisables et non acceptés ISDND, type Déchets Dangereux.

Le Titulaire aura le choix de trier les matériaux recyclables sur le chantier ou de sous-traiter le tri à un prestataire spécialisé et agréé.

Dans tous les cas, le Titulaire devra attester de l'élimination, du tri et de la valorisation des différents déchets conformément aux lois en vigueur et aux prescriptions définies précédemment, par la remise au Maître d'Ouvrage des bordereaux de suivi des déchets de chantier.

L'ensemble des frais relatifs à la gestion des déchets est compris dans les prix forfaitaires du présent marché.

Le Titulaire diffusera un rapport de suivi des déchets de chantiers avec copie des BSD mensuellement en phase de démolition, de manière bimestrielle en phase de construction.

Le Titulaire devra présenter dans son offre des propositions de réemploi de matériaux conformément à la réglementation en vigueur.

13.11 Protection des équipements et implantation des ouvrages

Le Titulaire prendra toutes précautions nécessaires pour que les installations et matériels existants telles que câbles électriques, réseau sécurité incendie, conduites d'eau, pompe de relevage, égouts, canalisations, réseaux télécom, équipements de recherche scientifique, etc. ne subissent aucun dommage, ni entravent leur fonctionnement.

Dans tous les cas, ils en feront leur affaire personnelle en relation avec les autres entreprises, et ce jusqu'à la réception des installations, en s'engageant en cas de besoin à garantir le Maître d'Ouvrage contre toute responsabilité à l'occasion de dégâts, détournements, etc.

Le Titulaire est tenu d'avertir les concessionnaires de réseaux chaque fois que des câbles ou canalisations auront été découverts ou endommagés.

Le cas échéant, le Titulaire a en charge l'ensemble des démarches auprès des concessionnaires (DICT et autres) et prépare l'ensemble des démarches techniques et administratives pour le Maître d'Ouvrage en vue du raccordement aux divers réseaux.

Compte-tenu des délais parfois longs de ces démarches de raccordement, le Titulaire anticipe ces demandes de manière à disposer des réseaux au démarrage des essais à vide et lors de l'exploitation.

13.12 Nettoyage et entretien des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG travaux, les accès au site se faisant sous la responsabilité du Titulaire, les réparations des dégradations causées aux voies publiques et voies d'accès sont à la charge du Titulaire responsable

Le Titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de souiller les chaussées à la sortie des camions. La chaussée éventuellement souillée sera nettoyée au fur et à mesure par le Titulaire à ses frais.

Il appartient au Titulaire de maintenir l'état de colmatage des couches de roulement des voies d'accès au chantier et des voies publiques trouvé en début de chantier.

En cas de défaillance du titulaire, le Maître d'Ouvrage fera procéder à ces nettoyages. Les frais en résultant seront à la charge du Titulaire.

En cas de détérioration de la voirie, celle-ci sera remise en état aux frais du Titulaire et, à cet égard, il est demandé qu'avant tout début des travaux un PV contradictoire de l'état des chaussées et trottoirs soit établi avec les services du cimetière, le Titulaire et le Maître d'Ouvrage, à la diligence du Titulaire.

Le Titulaire devra toute réfection éventuelle pendant ou après travaux.

13.13 Nettoyage du chantier

Le Titulaire veillera au nettoyage du site. Le titulaire a à sa charge la réparation et à la remise en état des installations qui auront été salies ou détériorées tant par lui-même que par ses sous-traitants.

La réparation de l'ensemble des dommages, et de leurs conséquences, causé au personnel ou aux biens du Maître d'Ouvrage par une entreprise ou un de ses sous-traitants est à la charge du Titulaire.

En cas d'absence d'action immédiate de la part du Titulaire en ce qui concerne les dégradations apportées aux dispositifs de sécurité collective, aux clôtures et aux installations internes, le Maître d'Ouvrage fera exécuter ces réparations par un tiers de son choix qui seront mises à la charge du Titulaire.

Pour le nettoyage du chantier, le Titulaire devra prescrire à chaque intervenant :

- Qu'il laisse le chantier propre et libre de tout déchet après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Qu'il évacue et fasse traiter à sa charge ses propres déchets et déblais selon des modalités strictement conformes à la réglementation,
- Qu'il procède au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aurait salies ou détériorées.

Les entreprises et les installateurs doivent, pendant les travaux, la protection et le propre nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravats afin de livrer les lieux, matériel et installations en parfait état de propreté.

Le Titulaire procèdera ou fera procéder à ses frais à un nettoyage intégral et hebdomadaire du chantier.

Outre l'application des pénalités définies au présent C.C.A.P., dès que les opérations de nettoyage atteignent un retard de deux jours, le Maître d'Ouvrage peut, sans mise en demeure, faire procéder aux opérations de nettoyage au lieu et place du Titulaire défaillant et aux frais de ce dernier.

13.14 Garde de l'ouvrage

Conformément aux principes dont s'inspire l'article 1788 du Code civil, le Titulaire du présent marché est gardien de l'ouvrage pendant toute la durée des travaux et ce jusqu'à la réception des travaux.

A ce titre, il est notamment tenu de la garde et de la conservation des matériels, matériaux et équipements livrés et non encore incorporés.

Le Titulaire assure à ses frais la sécurité du chantier, de ses biens et installations vis-à-vis des tiers.

Il ne sera alloué au Titulaire du marché aucune indemnité en raison des pertes avaries ou dommages occasionnés pour quelque raison que ce soit.

13.15 Remise en état du site en fin de travaux

Le Titulaire doit, en fin de travaux pour toutes les zones du site ayant été utilisées pour les installations de chantier, voies de grues, station de bétonnage, aires et locaux de stockage, circulations et abords, etc., la remise en état pour restituer le terrain dans son état d'origine y compris enlèvement de tous les gravats, blocs de béton, empierrements, etc.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG Travaux, il est procédé à cette évacuation d'office à l'expiration d'un délai de 30 jours après constatation, sans mise en demeure préalable.

13.16 Vices de construction

En cas de découverte, les clauses de l'article 39 du CCAG Travaux s'appliquent. Le maître d'ouvrage fera appel à un expert extérieur afin de déterminer les mesures de nature à permettre de déceler le vice.

14 - Documents fournis après exécution

Le Titulaire s'engage à produire l'ensemble des documents requis y compris les notices d'utilisation et d'entretien en français.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG Travaux, les documents de récolement sont à fournir avec les notices de fonctionnement et d'entretien au plus tard quand le Titulaire demande la réception, l'absence de remise fait obstacle à la réception.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sous format papier et électronique sera remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

A défaut, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter les travaux nécessaires aux frais et risques du Titulaire et appliquer des pénalités.

15 - Essais et contrôles en cours de travaux

15.1 Contrôle par le titulaire

En cours de travaux, les dispositions de l'article 24. du C.C.A.G. travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits, sont applicables à ces essais et contrôles. Un dossier de contrôle de qualité, contenant tous les résultats d'essais, analyses, épreuves concernant les matériaux et équipements mis en œuvre doit être tenu à jour par le Titulaire et constamment disponible sur le chantier en deux exemplaires dont l'un sera remis au Maître d'Ouvrage à l'issue de la réception des installations.

Les essais et contrôle prévus par la réglementation seront réalisés par le Titulaire et à ses frais.

A charge du fabricant/titulaire les test et essais nécessaires à la mise en service ainsi que les mesures de contrôles à faire réaliser par un bureau spécialisé.

Si les résultats des mesures réglementaires n'étaient satisfaisants, l'entreprise réaliserait les modifications et réglages nécessaires à ses frais jusqu'à l'obtention d'un PV de mesure conforme à la réglementation.

Le titulaire réalise à ses frais les tests électromécanique et réglage à froid, le réglage à chaud et les essais. Le titulaire doit également faire réaliser les mesures de contrôle réglementaires par un cabinet agréé.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Ces essais, définis par le Maître d'Ouvrage seront à la charge du Maître d'Ouvrage s'ils sont satisfaisants. Dans le cas contraire ils seront à la charge du Titulaire, le programme étant dans chaque cas défini par le Maître d'Ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

15.2 Contrôle par les intervenants extérieurs

Le Titulaire tiendra compte des observations du Maître d'Ouvrage, de ses représentants et du Bureau de Contrôle technique sur ses travaux.

Si le Titulaire n'est pas d'accord avec ces observations, il lui appartiendra d'apporter la preuve technique du bien-fondé de sa position.

En aucun cas, les incidences financières des observations non contestables ne pourront donner lieu à un supplément au marché ou à une extension des délais contractuels du Titulaire.

D'autre part, le Titulaire ne pourra se soustraire à aucune des demandes de vérifications, de transmissions de documents, qui pourront lui être demandées par le Maître d'Ouvrage, ses représentants et le contrôleur technique, pour leur permettre d'exercer leur mission.

16 - Réception des travaux

La réception des phases du marché s'effectue conformément aux dispositions prévues dans le CCAG Travaux.

Suite à la réception des DOE, le maître d'ouvrage procède, le Titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception.

Les opérations préalables à la réception comportent :

- Une dernière reconnaissance des ouvrages exécutés et la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations de détail prévues au marché,
- la constatation des résultats des épreuves, essais (hors essais de garanties) et contrôles effectués récapitulés dans un état global,
- la constatation de l'instruction effective du personnel devant assurer la conduite et l'entretien des installations,
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par les parties ayant participé à la démarche.

Dans un délai de 5 jours ouvrés, qui suit la date de ce procès-verbal, le Pouvoir adjudicateur transmet ce procès-verbal au Titulaire pour qu'il puisse prendre en compte les observations.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, , le Maître d'Ouvrage décide, ou non, de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative précise la date fixée pour l'achèvement des travaux ainsi que les réserves dont est assortie la réception.

La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal.

Les conditions générales de la réception sont :

- Fonctionnement satisfaisant des installations ne révélant ni défectuosité mécanique, électrique, ni difficulté d'exploitation,
- Obtention du procès-verbal des opérations préalables à la réception signé par le Titulaire,
- Obtention du ou des procès-verbaux et des documents de conformité des installations remis par les organismes agréés mandatés par le Maître d'ouvrage, suivant les réglementations en vigueur,
- Obtention, le cas échéant, du procès-verbal de constat de levées des réserves sur l'achèvement des travaux au plus tard un mois après la réception des ouvrages
- Remise des documents cités au programme,
- Essais concluants
- Autorisations d'exploitations spécifiques au projet.

La réception peut être assortie de réserves dans le cas de malfaçons, imperfections constatées lors des opérations préalables à la réception, ne justifiant pas le refus du prononcé de la réception.

Le Titulaire doit alors remédier à ces malfaçons et imperfections dans les délais fixés par le Maître d'ouvrage ou en l'absence d'un tel délai, au plus tard avant l'expiration du délai de garantie.

En cas de retard du Titulaire dans la levée des réserves, il sera fait application de pénalités.

Dans tous les cas, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser de délivrer ledit constat s'il estime que les imperfections ou malfaçons constatées lors de la visite préalable sont trop importantes en nombre et/ou en qualité.

A défaut, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter les travaux nécessaires aux frais et risques du Titulaire et appliquer des pénalités.

Un constat de levée de réserve est établi à la demande du Titulaire et notifié à ce dernier.

Réception(s) partielle(s)

Le maître d'ouvrage procédera, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, à une ou des réception(s) partielle(s) d'ouvrages ou parties d'ouvrages, au sens de l'article 42 du CCAG-Travaux.

En particulier, une réception partielle sera organisée à l'issue des travaux de chacune des phases de travaux telles que définies par le groupement. Ces phases concerneront notamment :

- La construction en extension du bâtiment Recherche
- La construction en extension du bâtiment Bibliothèque Universitaire
- La réhabilitation du bâtiment existant de l'IUT

17 - Garanties

17.1 Généralités

Le Titulaire garantit que ses prestations, fournitures et travaux correspondent aux Règles de l'Art et aux engagements contractuels.

Cet engagement concerne tout particulièrement la qualité des constructions, la conception technique irréprochable, le fonctionnement y compris l'ajustement optimal de chacun des matériaux, le caractère irréprochable des constructions facilitant l'exploitation, les réparations et la maintenance, la technologie de suivi du processus et de contrôle, commande, l'utilisation de matériaux éprouvés et de très bonne qualité, leur transformation adaptée ainsi que le montage et l'assemblage technique parfaits de l'installation.

Il porte sur la totalité des travaux et prestations ainsi que les matériaux employés. Tous les défauts seront communiqués par écrit au Titulaire dès leur détection.

Le Titulaire apporte un engagement de garanties particulières précisé dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement : « Cahier des garanties de performances ».

Les prestations contractuelles seront vérifiées par le Titulaire et le Maître d'Ouvrage suite à une demande de ce dernier, et cela avant l'expiration du délai de garantie.

17.2 Point de départ et prolongations

Le délai de garantie court à compter de la date de réception des ouvrages ou de la date d'effet de chaque réception partielle le cas échéant, conformément à l'article 42.3 du CCAG-Travaux.

17.3 Garantie décennale et garantie biennale

Le Titulaire est tenu à :

- La garantie décennale prévue aux articles 1792 et 2270 du Code civil,
- La garantie biennale de bon fonctionnement prévue à l'article 1792.3 du Code civil.

17.4 Garantie de parfait achèvement

Le Maître d'Ouvrage devra signer un constat de parfait achèvement sans réserve à la fin de la Période de Parfait Achèvement.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Pendant ce délai de garantie, le Titulaire est tenu à une obligation dite, "obligation de parfait achèvement", au titre de laquelle il doit notamment :

- Exécuter les travaux et prestations éventuelles de finition ou de reprise,
- Remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, de telle sorte que l'ouvrage et les équipements soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci,
- Procéder, le cas échéant, aux travaux de reprise sur l'installation au cas où celle-ci ne satisferait plus aux performances souscrites.

L'obligation de parfait achèvement due par le Titulaire pendant le délai de garantie s'étend notamment à la couverture des frais consécutifs au déplacement, à l'emballage, au transport de matériels nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations sur place ou que le Titulaire ait obtenu de pouvoir effectuer cette remise en état dans ses établissements.

Les travaux incombant au Titulaire pendant cette période doivent être exécutés le plus rapidement possible en respectant les délais arrêtés par le Maître d'Ouvrage et en tenant compte des exigences de l'exploitation, le Titulaire devant d'ailleurs prendre à ses frais toutes mesures telles que réparations provisoires éventuellement nécessaires pour répondre au mieux à ces exigences.

La garantie exclut les détériorations d'installation résultant :

- D'une fausse manœuvre imputable au personnel exploitant, due à un non-respect des procédures de conduite et de maintenance remises par le Titulaire,
- D'une usure normale,
- D'une réparation d'un désordre relevant de la garantie de parfait achèvement et effectuée par le Maître d'Ouvrage en dehors du contrôle du Titulaire.

18 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

Les modalités d'imputation des pénalités entre les membres du groupement sont à la charge du mandataire. Les contestations émises par les membres du groupement sur les modalités d'imputation entre eux des pénalités ne peuvent être opposées au Pouvoir adjudicateur pour justifier un défaut d'exécution ou une mauvaise exécution de leurs obligations contractuelles. Les pénalités correspondent à une sanction appliquée même en l'absence de tout préjudice subi par le pouvoir adjudicateur. Elles sont appliquées sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires par le Pouvoir adjudicateur.

Toutes ces pénalités sont forfaitaires, non révisables et s'appliquent dès le premier euro. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

18.1 - Pénalités de retard

Pour les pénalités relatives au retard pour la fourniture des études et documents d'exécution, le décompte en jours de retard, débutera à compter de la date de réception proposée et validée par le calendrier des études à fournir.

Pour les pénalités relatives au retard d'exécution, le décompte des jours de retard, base du calcul, s'opérera à compter de la date de fin d'exécution des travaux, conformément au délai porté à l'Acte d'engagement et selon les délais de réalisation des travaux détaillés dans le calendrier notifié pendant la phase de préparation.

La pénalité relative à la non-présentation des documents complets sera calculée pour chaque document concerné ; les pénalités sont cumulables.

Les pénalités pour retard dans les délais contractuels de la réalisation des travaux et mise en service définies ci-dessous seront traitées comme des retenues provisoires.

Ces retenues seront opérées sur le dernier décompte mensuel après la réalisation des opérations concernées. La résorption intégrale d'un retard dans une phase ultérieure a pour effet d'annuler la pénalité provisoire appliquée à ce retard, à condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres délais partiels (ou d'étapes).

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités de retard s'établissent ainsi :

Dépassement des délais contractuels d'exécution des études	Par jour calendaire de retard	1.500 €
Dépassement des délais contractuels d'exécution des travaux	Par jour calendaire de retard	1.500 €
Pénalités pour retard dans la remise du DIUO et DOE	Par jour calendaire de retard	1.000 €
Pénalités pour retard dans la levée des réserves		1.000 €

	Par jour calendaire de retard à compter de la date de levée de réserve indiquée au PV.	
Non repliement des installations	Par jour calendaire de retard	1.000 €
Retard dans la remise de documents d'études ou exécution y compris PPSPS	Par jour calendaire de retard	1.000 €
Défaut de nettoyage de chantier	Par jour calendaire constaté	1.000 €
Non remise d'attestations d'assurance conformes aux exigences du CCAP	Par jour calendaire constaté	1.000 €

Le Titulaire sera exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € sur l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant global du marché. Leur montant définitif sera déterminé au cas par cas, en fonction des raisons du retard et ce, en tout état de cause, à l'expiration de la procédure contradictoire, qui aura permis au mandataire du groupement de fournir ses justifications.

Le maître d'ouvrage informera le mandataire du groupement de son intention d'appliquer les pénalités en lui communiquant les motivations et le montant calculé et l'invitera à présenter ses observations par écrit dans un délai de 15 jours.

18.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité représentant 10% du montant hors taxes du montant du marché en cours d'exécution, sans pouvoir excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Pénalités pour non-participation aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous d'étude, de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le Maître d'ouvrage ou son représentant, une pénalité de **500 €** sera appliquée par absence d'un des membres du groupement Titulaire ou sous-traitant absent dûment convoqué par écrit 48h à l'avance.

Sera considéré comme absent tout membre du groupement Titulaire ou sous-traitant représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Toutefois si en fin d'opération, les travaux ont été exécutés dans le respect des clauses contractuelles et si le nombre d'absences et/ou de retards reste limité, le Maître d'Ouvrage pourra sur simple décision effectuer une remise définitive de ces pénalités. En l'absence de décision, ces retenues seront transformées en pénalité définitive.

Pénalités pour non-respect des engagements pris en réunion

En cas de non-respect des engagements pris en réunion ou au cours du marché et actés dans les comptes-rendus de suivi, le titulaire encourt une pénalité de 250 €/ jour ouvré de retard.

Pénalité pour non-respect de l'engagement de recours aux Petites et Moyennes Entreprises ou artisan

En cas de non-respect de ses engagements en matière de recours à des Petites et Moyennes Entreprises ou à des artisans, tels que définis au présent CCAP et à l'acte d'engagement le Titulaire se verra appliquer, de plein droit, une pénalité d'un montant de 2 euros par euro HT non confié à des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et à des artisans au regard de son engagement contractuel.

19 - Exécution du marché - Résiliation du marché – Interruption des travaux

19.1 Modification du marché

19.1.1 Clause de réexamen

Le Marché sera réexaminé et pourra être modifié, par accord entre les Parties formalisé par avenant, en particulier dans les hypothèses suivantes :

1) Evolution(s) technique(s) et/ou réglementaire(s) notamment de la législation fiscale, du travail, des règles de sécurité ou relative à la protection de l'environnement, au cours du Marché rendant utile ou nécessaire la modification du Programme et/ou ayant un impact économique sur la prestation ;

Si les installations, les matériels ou les prestations de service cessent d'être conformes à la législation en vigueur, dès qu'il en a connaissance, le Titulaire doit le signaler au Maître d'Ouvrage.

En outre le Titulaire devra proposer au Maître d'Ouvrage toutes les modifications qu'entraînerait l'évolution de la réglementation à laquelle les installations, matériels ou toutes prestations sont soumises, intervenues postérieurement à la date de la prise en charge de celles-ci.

Les conséquences financières éventuelles de la survenance de cette hypothèse sont proposées par le Titulaire, sur la base des prix figurant dans la DPGF de la prestation concernée.

2) En cas de disparition d'un des indices de révision des Prix ;

3) En cas de demande des autorités administratives compétentes conduisant à une modification des prestations de conception et/ou de réalisation du centre de tri, si cette demande ne pouvait être prévisible par le Titulaire.

Les conséquences financières éventuelles de la survenance de cette hypothèse sont proposées par le Titulaire sur la base de la mise à jour des prix des études et du prix des Travaux figurant dans la DPGF.

En toutes ces hypothèses (visées au 1 à 3°), la Partie la plus diligente informe par écrit l'autre Partie de la survenance d'une condition de réexamen du Marché sur le fondement de laquelle elle entend solliciter la modification du Marché.

4) Par ailleurs, les Parties peuvent se rencontrer à bref délai, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant de manière à définir les conditions d'un avenant au Marché. Dans l'attente d'un éventuel accord sur les termes et conditions d'un avenant à conclure, le Marché se poursuit dans les conditions initialement prévues.

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

A la suite d'échanges conduits entre les parties de bonne foi, si les Parties ne parviennent pas à un accord, le Marché se poursuit dans les conditions initialement prévues, à moins que le Maître d'Ouvrage ait décidé de résilier le Marché.

Les rémunérations révisées se substituent aux rémunérations de base. Elles peuvent à nouveau être révisées lorsque l'une des conditions indiquées au présent article se réalise.

19.1.2 Modification du caractère technique en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le Maître d'ouvrage peut prescrire au Titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications que le Titulaire propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

Le Titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

La décision du Pouvoir Adjudicateur est notifiée au Titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai d'un mois.

Le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de trois mois à compter de la notification de la décision du Pouvoir Adjudicateur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le Pouvoir Adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

19.2 Force majeure et imprévision

Les dispositions de l'article 1195 du Code civil sont applicables au présent contrat.

19.3 Modes alternatifs de règlement des litiges

Les différends relatifs à la validité, à l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation du marché, seront soumis, préalablement à toute action en justice, à une médiation ou conciliation.

19.4 Mesures coercitives

Lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du Pouvoir Adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de quinze jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché peut être décidée.

Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, il est procédé, le Titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du Titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du Titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation sont à la charge du Titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

19.5 Résiliation pour motif d'intérêt général

Les dispositions des articles 49.1 2eme alinéa et 50.4 du CCAG Travaux sont applicables.

19.6 Résiliation pour faute du titulaire

En complément de l'article 50.3 du CCAG Travaux, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, en cas de non- respect de ses engagements contractuels, de la réglementation en vigueur et notamment lorsque :

- L'utilisation des résultats par le Maître d'ouvrage est gravement compromise, parce que le Titulaire a pris du retard dans l'exécution du marché,
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels et n'a pas répondu aux mises en demeure.
- Le Titulaire abandonne le chantier après mise en demeure de reprendre les travaux,
- Le titulaire réalise les travaux dans le non-respect des règles de l'art, après mise en demeure de reprendre les travaux afin de les mettre en conformité,
- Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :
 - o aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il se présente,
 - o à sa raison sociale ou à sa dénomination,
 - o à sa nationalité,
 - o à son domicile ou à son siège social,
 - o au montant de son capital social,
 - o aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
 - o aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché,
- Le Titulaire ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées au présent C.C.A.P., ainsi que qu'en cas de non-production des documents liés aux obligations à la lutte contre la fraude et interventions de travailleurs détachés,
- Le Titulaire ne remplit pas en temps voulu les obligations relatives au cautionnement,
- Le Titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la discrétion, à la sécurité et au secret,
- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail,
- Le Titulaire entrave le libre exercice du contrôle en cours d'exécution par le Maître d'Ouvrage ou un de ses représentants.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable :

- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure,
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux,
- Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés du Maître d'Ouvrage ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

La décision de résiliation précisera que cette dernière est prononcée aux torts du Titulaire. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le Titulaire.

19.7 - Opérations de liquidation

En cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur convoque par ordre de service le Titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur. Il procède aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des prestations réalisées, des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire du matériel et des installations de chantier. Il est dressé procès-verbal de ces opérations.

Ce procès-verbal est signé par le Maître de l'Ouvrage. Il emporte réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet de la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai de garantie que pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du marché.

Dans les dix jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le représentant du Pouvoir Adjudicateur fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le Titulaire dans le délai imparti par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, celui-ci les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du Titulaire. Le Maître d'Ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du marché et utiles à l'exécution du marché ;
- les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du marché.

Le Titulaire est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le Maître d'Ouvrage.

19.8 - Décompte de liquidation

En cas de résiliation du marché, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de liquidation du marché, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du représentant du Pouvoir Adjudicateur et notifié au Titulaire.

20 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à la DPL qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à la DPL.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

21 – Assurances

21.1 ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE PENDANT LA PHASE DE CONCEPTION REALISATION

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements et mobiliers intégrés.

Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le titulaire en matière de responsabilité civile générale professionnelle et responsabilité décennale, sont incluses dans l'offre du titulaire et demeurent à la charge de ce dernier.

21.1.1 Responsabilité civile professionnelle

Les titulaires devront produire dans le mois qui suit la date de notification du marché, ainsi qu'une fois par an - en début d'année civile – pendant la durée du chantier, l'attestation d'assurance correspondante comportant les informations précises suivantes :

- ☐ identité de la compagnie d'assurance,
- ☐ numéros de police,
- ☐ date d'effet, période de validité,
- ☐ activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.
- ☐ montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-après :

Pour les prestataires intellectuels :

- ☐ Tous dommages confondus, corporels, matériels et immatériels :
 - Avant réception : 3 300 000 € par sinistre
 - Après réception : 3 000 000 € par sinistre et par an
- ☐ Pour les dommages matériels et immatériels :
 - Avant réception : 1 500 000 € par sinistre
 - Après réception : 1 000 000 € par sinistre et par an

Pour les entreprises titulaires réalisatrices des ouvrages de construction :

- ☐ Pour les dommages corporels :
 - Avant réception : 7 500 000 € par sinistre
 - Après réception : 4 500 000 € par sinistre et par an
- ☐ Pour les dommages matériels et immatériels:
 - Avant réception : 3 000 000 € par sinistre
 - Après réception : 1 500 000 € par sinistre et par an

Pour les entreprises titulaires réalisatrices des équipements et process :

- ☐ Pour les dommages corporels :
 - Avant réception : 15 000 000 € par sinistre
 - Après réception : 15 000 000 € par sinistre et par an
- ☐ Pour les dommages matériels et immatériels consécutifs:
 - Avant réception : 10 000 000 € par sinistre
 - Après réception : 7 500 000 € par sinistre et par an
- ☐ Pour les dommages immatériels non consécutifs :
 - Avant réception : 7 500 000 € par sinistre
 - Après réception : 5 000 000 € par sinistre et par an

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient aux titulaires de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle et de toute atteinte à l'environnement.

Le mandataire du groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

L'attestation d'assurance devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance des titulaires.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part des titulaires la souscription d'une garantie complémentaire.

21.1.2 Responsabilité civile décennale

Responsabilité décennale ouvrages soumis à l'obligation d'assurance

Chaque intervenant à l'opération, maître d'œuvre ou entreprise réalisatrice, soumis à l'obligation d'assurance décennale en application de la loi n°1978-12 du 4 janvier 1978 modifiée par l'Ordonnance n°2005-658 du 8 juin 2005, est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Les capitaux apportés au titre de la garantie légale devront être à concurrence du coût total des ouvrages relevant du champ décennal.

Il devra être produit dans le mois qui suit la date d'ouverture du chantier, l'attestation d'assurance correspondante, valide à cette date et comportant les informations précises suivantes :

- ☐ La dénomination sociale et adresse de l'assuré ;
- ☐ Le numéro unique d'identification de l'assuré délivré conformément à l'article D. 123-235 du Code de commerce (n° SIREN en 9 chiffres) ou le numéro d'identification prévu aux articles 214 et suivants de la directive 2006/112/ CE du 28 novembre 2006 (numéro d'identification TVA) ;
- ☐ Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- ☐ Le numéro du contrat ;
- ☐ La période de validité ;
- ☐ La date d'établissement de l'attestation ;
- ☐ la ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- ☐ La mention que les travaux garantis sont ceux ayant fait l'objet d'une DOC pendant la période de validité de l'attestation ;
- ☐ l'étendue géographique des opérations de construction couvertes ;
- ☐ le coût des opérations de construction ;
- ☐ le cas échéant, le montant du marché de l'assuré ;

- la nature des techniques utilisées ;

L'attestation d'assurance devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance des titulaires.

Le titulaire du marché ou le mandataire remettra au maître d'ouvrage les attestations de tous les sous-traitants selon modèle précité avant les opérations préalables à la réception.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire, la souscription d'une assurance complémentaire.

Gestion des sinistres

Le Titulaire est tenu au respect des délais de déclaration de sinistre. Les déchéances qui seraient opposées à l'exploitant pour déclaration tardive de sinistre ne seront pas opposables au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de son assureur de la déclaration et de la gestion des sinistres ; les indemnités de sinistres seront versées directement par les assureurs au Titulaire, en contrepartie des frais qu'il aura dû engager pour la réparation des sinistres. Ces règlements valent de plein droit quittance libératoire à l'égard du Maître d'Ouvrage sans autre formalité.

Transfert des polices d'assurance

Dès la fin du marché ou à sa rupture, le Titulaire devra transmettre tous les éléments nécessaires, sur simple demande pour que le Maître d'Ouvrage puisse faire valoir pleinement ses droits au titre des contrats d'assurance alors en cours.

Le Titulaire s'engage à régulariser les primes dues au titre de ces contrats.

21.2 ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Le fait pour le maître d'ouvrage de contracter les polices décrites ci-dessous est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par les constructeurs et découlant des lois, règlements, normes et/ou obligations contractuelles.

Aucune modification n'étant apportée aux obligations du titulaire du fait des garanties éventuellement contractées par le maître d'ouvrage, le titulaire renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices d'assurance.

21.2.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire tant pour son compte que pour le compte des titulaires, une assurance "Tous Risques Chantier".

Le Maître d'ouvrage acquittera les primes relatives à la police Tous Risques Chantier.

Le maître d'ouvrage tiendra à la disposition des titulaires un exemplaire du contrat souscrit. Les principales caractéristiques de la police "Tous Risques Chantier" sont les suivantes :

- ☐ Assurés :
 - le maître d'ouvrage, les assistants et/ou mandataires du maître d'ouvrage,
 - l'ensemble des intervenants

- ☐ Garanties :
 - Tous dommages matériels accidentels subis par les ouvrages,
 - Extension des dommages aux existants, le cas échéant.

- ☐ Durée de la garantie :
 - du début des travaux jusqu'à la date prévisionnelle de réception des ouvrages.

- ☐ Maintenance visite :
 - pour une durée de 12 mois à compter de la date de réception.

21.2.2 Assurance "Dommages-ouvrage"

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire un contrat "Dommages-ouvrage". La prime correspondante sera réglée par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le titulaire du marché fournira au maître d'ouvrage l'attestation d'assurance de responsabilité décennale confirmant la souscription des garanties prévues au présent CCAP.

Dans l'hypothèse où les titulaires ne disposeraient pas de couverture suffisante et en l'absence de garanties complémentaires souscrites par ce dernier, toute cotisation supplémentaire réglée par le maître d'ouvrage au titre de la police Dommages-ouvrage sera facturée sans délai aux titulaires.

22 - Redressement ou liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

23 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

24 – Dérogations

L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-Travaux.

L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

L'article 10.3 du CCAP déroge aux articles 12.3.2 et 12.4.4 du CCAG-Travaux.

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

L'article 12.9 du CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG-Travaux.

L'article 12.12 du CCAP déroge à l'article 37.2 du CCAG-Travaux.

L'article 16.5 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

L'article 20.1 du CCAP déroge aux articles 49.1, 50.4, 52.1 et 52.3 du CCAG-Travaux.